



EPC
GROUPE

COMPTES 2006 DU GROUPE EPC

Sommaire

Comptes annuels	page 2
Comptes consolidés	page 17
Projets de résolutions	page 60

COMPTES ANNUELS

Compte de résultat EPC SA

	2006	2005
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises.....	1 182	1 171
Production vendue (biens et services).....	1 737	1 624
Montant net du chiffre d'affaires.....	2 919	2 795
Reprises sur provisions (et amortissements).....	3	5
Transferts de charges.....	32	33
Autres produits.....	240	221
	3 194	3 054
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises.....	1 067	1 047
Achats de matières premières et autres approvisionnements. Variation de stock.....		
Autres achats et charges externes.....	3 329	2 123
Impôts, taxes et versements assimilés.....	261	233
Salaires et traitements.....	462	428
Charges sociales.....	837	149
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
. Sur immobilisations : dotations aux amortissements.....	46	45
. Sur actif circulant : dotations aux provisions.....	2	3
. Pour risques et charges : dotations aux provisions.....		
Autres charges.....	52	54
	6 056	4 082
RESULTAT D'EXPLOITATION	-2 862	-1 028
PRODUITS FINANCIERS		
De participations.....	9 809	7 332
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé...	1 548	1 259
Autres intérêts et produits assimilés.....	13	49
Reprises sur provisions et transferts de charges.....	7	5 407
Différences positives de change.....		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	470	460
	11 847	14 507
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions.....	2 272	1 843
Intérêts et charges assimilées.....	10	4 845
Différences négatives de change.....		
	2 282	6 688
RESULTAT FINANCIER.....	9 565	7 819
RESULTAT COURANT avant impôts.....	6 703	6 791
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion.....	5	1
Sur opérations en capital.....		108
Reprises sur provisions et transferts de charges.....	15	20
	20	129
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opération de gestion.....	10	51
Sur opération en capital.....		145
Dotations aux amortissements et aux provisions.....		50
	10	246
RESULTAT EXCEPTIONNEL.....	10	-117
Impôts sur les bénéfices.....	-104	19
TOTAL DES PRODUITS.....	15 061	17 690
TOTAL DES CHARGES.....	8 244	11 035
BENEFICE OU PERTE.....	6 817	6 655

1.

Bilan EPC SA

ACTIF	2006			2005
	BRUT	Amortisse- ments et provisions	NET	NET
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>				
<u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>				
Autres.....	13	13	-	-
<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>				
Terrains.....	3 886	20	3 866	3 866
Constructions.....	4 832	4 663	169	85
Installations techniques, matériel et outillage industriels...	2	2	-	-
Autres.....	147	124	23	34
Immobilisations corporelles en cours.....	47		47	94
Avances et acomptes.....				
<u>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</u>				
Participations.....	40 214	2 365	37 849	26 348
Créances rattachées à des participations.....	40 260	3 909	36 351	33 051
Autres titres immobilisés.....				
Prêts.....	1 158	457	701	632
Autres.....				27
	90 559	11 553	79 006	64 137
<u>ACTIF CIRCULANT</u>				
<u>STOCKS ET EN-COURS</u>				
Matières premières et autres approvisionnements.....				
En-cours de production (biens et services).....				
<u>AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDE</u>				4
<u>CREANCES</u>				
Créances clients et comptes rattachés.....	2 745	2	2 743	2 069
Autres.....	3 507		3 507	3 104
<u>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</u>				
Actions propres.....	2 478		2 478	2 478
Autres titres.....	11 806		11 806	20 900
<u>DISPONIBILITES</u>	30		30	8
<u>COMPTE DE REGULARISATION</u>				
Charges constatées d'avance.....	35		35	68
<u>ECARTS DE CONVERSION ACTIF</u>				
	20 601	2	20 599	28 631
TOTAL GENERAL.....	111 160	11 555	99 605	92 768

BILAN EPC SA (Suite)

PASSIF	2006	2005
<u>CAPITAUX PROPRES</u>		
Capital.....	5 220	5 220
Ecart de réévaluation.....	2 417	2 417
<u>RESERVES</u>		
Réserve légale.....	522	522
Réserves statutaires ou contractuelles.....	1 740	1 740
Autres.....	80 171	75 171
<u>REPORT A NOUVEAU</u>	810	93
<u>RESULTAT DE L'EXERCICE</u>	6 817	6 655
<u>PROVISIONS REGLEMENTEES</u>	38	38
	97 735	91 856
<u>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</u>		
Provisions pour risques.....		15
Provisions pour charges.....		
	0	15
<u>DETTES</u>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6	
Emprunts et dettes financières divers.....	264	190
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours....		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	1 260	572
Dettes fiscales et sociales.....	334	120
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés.....		
Autres dettes.....	6	15
<u>COMPTES DE REGULARISATION</u>		
Produits constatés d'avance.....		
	1 870	897
TOTAL GENERAL.....	99 605	92 768

Annexe comptable

Annexe comptable au bilan avant répartition, de l'exercice clos le 31 Décembre 2006, dont le total est de 99.605.000 €, et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 15.061.000 € et dégagant un bénéfice de 6.817.000 €.

L'exercice a une durée de douze mois recouvrant la période du 1^{er} Janvier au 31 Décembre.

Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1 – ACTIVITE

Le chiffre d'Affaires, d'un montant de 2.9 M€, est sensiblement identique à celui de l'exercice précédent, qui s'élevait à 2.8 M€.

Le résultat net ressort à 6.8 M€, stable par rapport à 2005 (6.7 M€).

La trésorerie s'est dégradée de 9 M€, principalement due à l'acquisition le 31 juillet de la société suédoise Orica Mining Services AB, et sa filiale norvégienne, rebaptisée respectivement Skanexplo AB et Skanexplo AS.

2 – REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2006 ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices et en présumant la continuité de l'exploitation.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les principes suivants ont été retenus pour les comptes ci-après :

1.1.1 TAUX USUELS D'AMORTISSEMENT PRATIQUES		
Logiciels	LINEAIRE	12 mois
Constructions		
- Constructions en dur, merlons.....	LINEAIRE	30 ans
- Constructions légères, clôtures, pistes.....	LINEAIRE	15 ans
Matériel et outillage	DEGRESSIF	8 ans
Installations générales et agencements...	LINEAIRE	10 ans
1.1.2 Matériel de transport		
- Véhicules	LINEAIRE	5 ans
- Autres.....	DEGRESSIF	5 ans
Matériel de bureau	DEGRESSIF	3 ans
Mobilier de bureau	LINEAIRE	10 ans

Méthodes d'évaluation des provisions

- Provisions réglementées

Les dotations et reprises ont été pratiquées en application de la législation fiscale en vigueur.

- Provisions pour risques et charges

Leur montant tient compte des événements connus et identifiables permettant une estimation précise des risques et charges.

- Provisions pour dépréciations des immobilisations financières

- Dépréciation des titres :

Les titres de participations figurent au bilan pour leur coût historique d'acquisition hors frais d'acquisition.

Une provision est constatée :

- si la situation nette de la filiale est négative, à hauteur de 100 % de la valeur des titres.
- si la valeur des titres est inférieure à la valeur d'utilité, définie comme la somme des flux actualisés de trésorerie futurs générés par la filiale minorée des dettes financières, à hauteur de la différence entre ladite valeur ou de la quote-part de situation nette si celle-ci est plus élevée, et la valeur des titres.

- Provisions pour dépréciation

Clients : La provision est calculée sur chaque créance hors taxes dont l'ancienneté est supérieure à 12 mois et en fonction de la situation de chaque débiteur, en respect du principe de prudence.

3 – NOTES SUR LE BILAN

Sauf indication particulière, les montants ci-après, sont exprimés en milliers d'Euros.

3.1 – *Etat de l'actif immobilisé*

DESIGNATION	Immob. incorp.	Immob. corporelles	Immob. financières	TOTAL
Valeur brute début	13	8.841	64.524	73.378
Acquisitions, apports, créations		73	18.851	18.924
Cessions			- 1.743	- 1.743
Valeur brute fin.....	13	8.914	81.632	90.559

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat majoré des frais accessoires nécessaires à la mise en état d'utilisation de l'immobilisation).

3.2 – *Etat des amortissements*

DESIGNATION	Immob. incorporelles	Immob. corporelles	TOTAL
Amort. cumulés début exercice.....	13	4.762	4.775
Dotations p/dépréciation linéaire....		47	47
Amort. cumulé fin exercice.....	13	4.809	4.822

3.3 – Participations

	Valeur début d'exercice	Acquisitions Augmentations	Valeur fin d'exercice
Titres non cotés.....	26.843	11.905	38.748
Autres titres.....	1.466		1.466
TOTAL	28.309	11.905	40.214

Les acquisitions se décomposent comme suit :

- Actions EXCHEM	28
- Actions MARODYN	322
- Actions SKANEXPLO AB	11.515
- Société MINE AFRIQUE	40

3.4 – Créances rattachées à des participations

Leur valeur brute se décompose ainsi :

- NITROCHIMIE	23.404
- GALILEO EXPLOSIVOS	1.145
- SEI.....	2.840
- DEMOKRITE	6.230
- DYNAMICHAINES.....	350
- DGO M3.....	651
- EPCapRE.....	1.010
- DEXPLO GMBH.....	4.487
- EXCHEM.....	143
	<hr/>
	40.260

3.5 – Filiales et participations (voir tableau joint)

SOCIETES OU GROUPES DE SOCIETES	CAPITAL	CAPITAUX AUTRES QUE LE CAPITAL avant affectation des résultats	QUOTE- PART du capital détenu (%)	VALEUR COMPTABLE des titres détenus		PRETS ET AVANCES consentis par la société et non encore remboursés	MONTANT des cautions et avals donnés par la société	CHIFFRE D'AFFAIRES hors taxes du dernier exercice écoulé	BENEFICE ou PERTE (-) du dernier exercice clos	DIVIDENDES encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
				(en milliers de la monnaie locale)						
1. - Renseignements détaillés :										
A - Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société)										
SKAN EXPLO AB Hugelsta - 635 02 ESKILTUNA (Suède)	204 KSEK	3.953 KSEK	100,00	11 515	11 515			3 447	145	
DEXPLO GMBH 66424 HOMBURG/SAAR (Allemagne)	100 KEur	(1.373) Keur	100,00	100		4.497		2.053	-1 028	
SOCIETA ESPLOSIVI INDUSTRIALI Industriale n°D - 25016 GHEDI (BRESCIA) ITALIE	520 KEur	18.948KEur	99,99	3.462	3.462	2.840		34.465	200	
Société Chérifienne d'Approvisionnement Minier (S.C.A.M.) 20180 BOUSKOURA CENTRE (MAROC)	11.700 KMAD	13.759 KMAD	99,87	1.496	1.496			7.991	151	
LES DEPOTS D'EXPLOSIFS 61, rue Gallée - 75008 PARIS	72 KEur	102 KEur	99,60	774	230			8	7	
DEMOKRITE 4, rue Racine - 44000 NANTES	10.000 KEur	(1.207) KEur	99,99	9.999	8.790	6.180		657	-276	
EPCap Ré S.A. 6B, route de Trèves L-2633 SENNINGERBERG - LUXEMBOURG	3.000 KEur	0 KEur	99,00	2.970	2.970	1.010		698	0	
EXCHEM PLC 1-19 New Oxford Street - LONDRES (ANGLETERRE)	990 KGBP	6.490 KGBP	86,78	5.674	5.674	145		54.175	-1.565	
NITROCHIMIE S.N.C. 61, rue Gallée - 75008 PARIS	1.232 KEur	(6.063) Keur	64,99	793	793	23.404		35.710	-2.299	
DYNAMICHAINES 8, rue des Houblonnières - 4020 LIEGE (BELGIQUE)	62 KEur	172 KEur	51,56	572	121	350		2.328	-64	
B - Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société)										
KEMEK Waterloo Road - DUBLIN (IRLANDE)	683 KEur	17.596 KEur	50,00	648	648			45.616	15.466	6.882
SOCIETE SENEGALAISE DES EXPLOSIFS 15, avenue Bourguiba et rue des 13 Castors - 1 BP 17776 DAKAR (SENEGAL)	24 200 KXOF		50,00	37	37					
SOCIETE CAMEROUNAISE DES EXPLOSIFS 178, boulevard des Nations-Unies - DOUALA (CAMEROUN)	159.000 KXAF	162.129 KXAF	49,00	243	243			1.559	180	61
MARODYN Immeuble la Pyramide 625, Boulevard Mohamed V - CASABLANCA (MAROC)	4.000 KMAD	13.429 KMAD	46,75	820	820			5.867	359	22
ARABIAN EXPLOSIVES Ras el Khaimah - (EMIRATS ARABES UNIS)	1.000 KAED	37.309 KAED	40,00	73	73			12.587	4.644	2.071
KINSITE 38450 VIF	120 KEur	743 KEur	32,92	139	139			3.837	109	
CELTITE AUSTRALIA Alexandria (NSW) - AUSTRALIE	500 KAUD	689 KAUD	30,00	120	120			0	24	772
GALILEO EXPLOSIVOS Calle GOYA , 18 - MADRID ESPAGNE	481 KEur	(5.409) Keur	12,47	62		1.145			-147	
DAVEY-BICKFORD 37, rue Saint-Maur - 76006 ROUEN Cedex	6.400 KEur		10,00	610	610	590				
2. - Renseignements globaux :										
Filiales non reprises au paragraphe 1 - A :										
Filiales françaises (ensemble)				96	96					
Filiales étrangères (ensemble)										
Participations non reprises au paragraphe 1 - B :										
Dans les sociétés françaises (ensemble)				8	8					
Dans les sociétés étrangères (ensemble)				3	3					

3.6 – Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
1.1.3 ACTIF IMMOBILISE	41.418	37.534	3.884
Créances rattachées à des participations	40.260	37.163	3.097
Prêts.....	1.158	371	787
1.1.4 ACTIF CIRCULANT	6.287	4.355	1.932
Créances clients et comptes rattachés....	2.745	2.743	2
Autres créances ①.....	3.507	1.577	1.930
Charges constatées d'avance	35	35	
TOTAL GENERAL	47.705	41.889	5.816

① Les autres créances intègrent:

- Une avance en compte courant « DAVEY BICKFORD ».....	590
- Une créance de report en arrière des déficits « CARRY BACK » Constituée au 31 Décembre 2003.....	1.920
- Une créance sur EXCHEM PLC.....	347
- des Créances liées à l'intégration fiscale.....	75

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus
Emprunts et dettes financières diverses.....	270	270
Dettes fournisseurs et comptes rattachés....	1.260	1.260
Dettes fiscales et sociales.....	334	334
1.1.5 Autres dettes	6	6
TOTAL GENERAL	1.870	1.870

3.7 – Valeurs mobilières de placement

Outre les 16.102 actions E.P.C. rachetées en bourse pour une valeur de 2.478 k€ selon les dispositions de la loi du 24 Juillet 1966, ce poste comprend les valeurs mobilières de placement valorisées au coût historique d'acquisition.

La moyenne des cours de Décembre 2006 de l'action E.P.C. est supérieure au cours moyen d'acquisition.

La méthode FIFO est retenue lors des ventes.

Nature des valeurs mobilières de placement	Quantité	Cours d'achat	Cours au 31.12.2006
1.1.6 SICAV monétaires diverses.....	326	11.806	11.808

3.8 – Charges constatées d'avance

1.1.7 Honoraires DIOT	32
2007.....	2
Facture FOGEDI 1T 2007.....	

3.9 – Capitaux propres

Le capital est composé de 168.400 actions de 31 €. Il existe 29.473 parts de fondateurs sans valeur nominale offrant un droit dans les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation.

3.9a – Ecart de réévaluation

Il s'agit de la réserve de réévaluation (1976), non incorporée au capital.

3.9b – Réserves statutaires ou contractuelles

Il s'agit du Fonds Précipitaire des parts qui bénéficiera exclusivement à ces dernières en cas de liquidation de la Société. Son montant s'élève désormais à 1.740 soit 25/75^{ème} du capital social.

3.9c – Autres réserves

Il s'agit du Fonds de prévoyance qui a supporté l'impôt.

3.9d – Report à nouveau

Ce poste intègre la taxe exceptionnelle obligatoire sur les réserves de plus-value à long terme d'un montant de 33.804 Euros dont la dernière échéance sera à payer en 2007.

3.10 – Etat des provisions

	31.12.05	Dotation	Reprise	31.12.06
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Prov. spéciales de réévaluation.....	2			2
Plus values réinvesties	36			36
TOTAL	38			38
PROVISIONS POUR RISQUES				
Provision IFA 2004.....	15		15	0
TOTAL	15		15	0
PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS IMMOBILISATIONS FINANCIERES ©				

TITRES DE PARTICIPATION				
Démokrite	930	279		1.209
Les dépôts d'Explosifs	551		7	544
GALILEO EXPLOSIVOS.....	62			62
DYNAMICHAINES.....	418	33		451
DEXPLO.....		100		100
SOUS TOTAL.....	1.961	412	7	2.366
CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS ①				
Créance GALILEO EXPLOSIVOS.....	1.145			1.145
Créance NITROCHIMIE.....	903	1.494		2.397
Créance DEXPLO.....		366		366
SOUS TOTAL.....	2.048	1.860		3.908
PRETS				
Créance D.F.C.....	457			457
SOUS TOTAL	457			457
TOTAL	4.466	2.272	7	6.731
PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIF CIRCULANT				
Dépréciation comptes clients.....	3	2	3	2
TOTAL	3	2	3	2
TOTAL GENERAL	4.522	2.274	25	6.771
MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
EXPLOITATION		2	3	
FINANCIER		2.272	7	
EXCEPTIONNEL			15	
		2.274	25	

① Dépréciation des créances rattachées - Des provisions ont été constituées à concurrence :

- * de la totalité de la créance GALILEO EXPLOSIVOS, dont la récupération semble compromise (Provision déduite fiscalement).
- * de la part du déficit comptable 2005 et 2006 de la Société NITROCHIMIE
- * de la créance DEXPLO à concurrence de 366 correspondant à la valeur d'utilité.

② Les provisions pour dépréciation sur les titres de participation dotées en 2006 n'ont pas été déduites fiscalement pour le calcul des moins values à long terme conformément à la législation.

3.11 – Tableau des produits à recevoir et des charges à payer

ACTIF

Nature du produit	Poste concerné	Montant
Intérêts courus	Créances rattachées à des participations	1.347
Intérêts courus.....	Prêts	66
Factures à établir	Clients et comptes rattachés	14
Produits à recevoir.....	Autres créances.....	356
TVA sur factures non parvenues	Autres créances.....	126
Intérêts courus.....	Autres créances.....	25

PASSIF

Nature de la charge	Poste concerné	Montant
Factures à recevoir	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	910
Dettes sociales.....	Dettes fiscales et sociales	157
Etat	Dettes fiscales et sociales	23
TVA sur factures à établir.....	Dettes fiscales et sociales	2
Divers.....	Autres dettes	2
Intérêts courus.....	Emprunts et dettes financières diverses	1

4 – TABLEAUX COMPLEMENTAIRES

4.1 – Effectif moyen

Catégories de personnel	Personnel salarié
Cadres	3
TOTAL	3

Ces éléments n'ont pas de signification particulière pour E.P.C., la quasi-totalité du personnel administratif du siège étant salariée de la Société ADEX qui apporte son concours aux sociétés du Groupe.

Régimes de retraite complémentaires

Le Président et le Directeur Général Délégué bénéficient d'un complément de retraite par capitalisation à cotisations définies (Article 83). Cette cotisation, à la charge de l'entreprise, est égale à 8% de leur rémunération.

Le Président et le Directeur Général Délégué bénéficient en outre d'un régime de retraite à prestations définies souscrit auprès de la société Arial.

Ce régime permet d'acquérir un montant de retraite maximum de 75 % du salaire en fin de carrière, ce pourcentage dépendant de l'ancienneté. Pour être mis en œuvre, ce régime complémentaire nécessite une ancienneté minimale de 10 ans pour permettre d'obtenir 60% et une ancienneté minimale de 20 ans pour permettre d'atteindre 75 %.

4.2 – Eléments concernant les entreprises liées et les participations

	Montant concernant les entreprises	
	liées	avec lien de participation
Participations.....	39.598	616
Créances rattachées à des participations.....	40.260	-
Prêts	-	-
Avances acomptes versés sur commandes	-	-
Créances clients et comptes rattachés.....	2.723	22
Autres créances	360	590
Emprunts et dettes financières diverses.....	-	-
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours....	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	161	718
Dettes s/immob. et comptes rattachés.....	-	-
Autres dettes	-	-
Dettes sociales.....	35	-
Produits financiers	11.304	25
Charges financières	-	-
Reprises provisions sur participations	7	-
Dotations provisions sur participations	2.272	-

Entreprises liées :

Ce sont celles comprises dans le périmètre de consolidation de E.P.C. (voir annexe des comptes consolidés) ainsi que les sociétés suivantes :

- Société Camerounaise d'Explosifs,
- Nitrates et Engrais,
- Société Sénégalaise d'Explosifs,
- Les Dépôts d'Explosifs,
- Siciex,
- Société Congolaise d'Explosifs
- Société Gabonaise d'Explosifs
- Société Mine Afrique

Les entreprises avec lien de participation :

- Davey-Bickford
- Nitro-Bickford
- Adex

4.3 – Propositions sur l'affectation du résultat (en Euros)

DESIGNATION	ORIGINE	AFFECTATION
--------------------	----------------	--------------------

Report à nouveau antérieur	809.747,68	
Résultat de l'exercice.....	6.817.095,29	
TOTAL	7.626.842,97	
<u>Dividendes :</u>		
- Actions		926.200,00
- Parts		308.733,33
<u>Affectations aux réserves :</u>		
Autres réserves		6.000.000,00
<u>Report à nouveau :</u>		391.909,64
TOTAL		<u>7.626.842,97</u>

4.4 – Engagements financiers

4.41 – Engagements donnés

<u>Avals et caution</u>	0
<u>Clause de garantie de passif</u>	
Concernant :	
- la Société ICO cessionnaire des actions D.F.C., dans la limite de.....	1.219

4.42 – Engagements reçus

- Caution en garantie du remboursement du compte courant D.F.C. par la Société ICO pour.....	610
---	-----

4.5 – Rémunérations des organes d'administration et de direction (en Euros) :

Exercice 2006 :	494.771
Exercice 2005 :	460.410

4.6 – Inventaire des titres de participation détenus en portefeuille au 31 Décembre 2006

(en Euros)

(Montants nets : brut – provision)

1.595.564	Actions Exchem Plc Ordinaires 50 P.....	5.211.933,17
602.392	Actions Exchem Plc Deferred 10 P.....	462.188,36
4.482	Actions Les Dépôts D'explosifs.....	230.271,99
1.975	Actions La Kinsite.....	139.355,75
10.399	Parts SNC Nitrochimie.....	792.658,67
4.000	Parts SNC Davey-Bickford.....	609.796,07
9.990	Actions Démokrite	8.790.000,00

Titres de placement et de participation dont la valeur d'inventaire est inférieure à 15.245 €. par

catégorie de titres ou par participation	7.903,08
Titres de participation dans les Sociétés Immobilières.....	56.383,36
Titres de participation dans diverses Sociétés étrangères.....	21.548.449,21
	<u>37.848.939,66</u>

(pour mémoire actions propres : 16.102 actions, valeur nette 2.478.067,92)

4.7 – Informations sur la situation fiscale

	Début exercice	Variation	Fin exercice
1) <u>Décalages certains ou éventuels</u>			
a. Provisions réglementées			
. Provision spéciale de réévaluation 1976	2	-1	1
b. Charges non déductibles temporairement			
<u>A déduire l'année suivante :</u>			
. Organic	4	+1	5
2) <u>Éléments à imputer</u>			
Créance résultant du « Carry Back ».....	2.188	-282	1.905
Moins values à long terme.....	4.569	+31	4.600
Déficit reportable.....	4.284	+928	5.212
Réduction d'impôt mécénat d'entreprise.....	35	+16	51
3) <u>Éléments de taxations éventuelles</u>			
Plus-values réinvesties (art. 40).....	36		36

4.8 – Ventilation impôt sur les Sociétés

	Résultat avant impôt	Impôt Sociétés	Résultat après impôt
Résultat courant	6.703	296	6.407
Résultat exceptionnel	10	-	10
Résultat.....	6.713	296	6.417

4.9 – Intégration fiscale

Notre Société a constitué un groupe fiscal à compter du 1^{er} Janvier 2006.

Les membres du groupe fiscal sont outre notre Société : DSD, 2B RECYCLAGE, DEMOKRITE, OCCAMAT, OCCAMIANTE, PRODEMO et STIPS TI.

Cette intégration a fait l'objet d'une convention d'intégration fiscale signée le 12 Septembre 2006 entre ces filiales et notre Société.

Modalités de répartition de l'impôt dû sur le résultat d'ensemble :

- Le principe de répartition retenu est celui dit de « neutralité » : la charge d'impôt supportée par chacune des filiales ne pourra être supérieure à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.
- E.P.C. est titulaire, à l'égard des filiales bénéficiaires, d'une créance égale à la charge d'impôt constatée sur l'exercice par lesdites filiales.
- Les filiales déficitaires ne constatent aucune charge d'impôt, E.P.C. constatant l'économie d'impôt à son niveau. Elles ne sont titulaires d'aucune créance sur E.P.C.
- E.P.C. considère comme un gain immédiat l'économie d'impôt réalisée par le Groupe au titre des déficits des filiales remontés, et constate en produit l'économie de trésorerie réalisée au moyen du transfert des déficits fiscaux émanant des filiales du Groupe.

Les économies qui ne sont pas liées directement au déficit (en particulier économie résultant des correctifs ainsi que des crédits d'impôt des sociétés déficitaires) sont constatées, en produit ou en charge, par E.P.C., au fur et à mesure de leur réalisation.

Impact de l'intégration fiscale sur la charge d'impôt de l'exercice :

Impôt comptabilisé	Impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration	Différence
- 104	296	400

4.10 - La Société E.P.C. est consolidée par intégration globale dans les comptes du Groupe E.P.C.

COMPTES CONSOLIDES 2006 du GROUPE EPC

SOMMAIRE

SOMMAIRE	17
COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE 2006	19
BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2006	20
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ POUR L'EXERCICE 2006	21
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ POUR L'EXERCICE 2006	21
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE 2006	22
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 2006	23
1. PRESENTATION GENERALE	23
2. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2006	23
2.1 Acquisition d'Orica Scandinavia Mining Services (OSMS).....	23
2.2 Acquisition de trois dépôts en Allemagne	23
2.3 Acquisition de la majorité de Lutscher	23
2.4 Acquisition de Stahlhacke	23
2.5 Acquisition de FMO (Forage Minage de l'ouest).....	23
2.6 Acquisition des minoritaires d'Explominex	23
2.7 Fermeture du site de Billy Berclau	23
2.8 Arrêt de l'activité Chimie Fine	23
2.9 Groupe d'intégration fiscale.....	24
3. PRINCIPES COMPTABLES.....	24
3.1 Principes généraux et normes comptables.....	24
3.2 Méthodes de consolidation	24
3.3 Règles et méthodes d'évaluation.....	27
4. ACQUISITION D'ORICA SCANDINAVIA MINING SERVICES (OSMS).....	33
4.1 Détermination des actifs et passifs identifiables acquis à la date de prise de contrôle	33
4.2 Autres informations.....	34
5. INFORMATION SECTORIELLE	34
5.1 Chiffre d'affaires.....	34
5.2 Segmentation primaire – secteurs géographiques	35
5.3 Segmentation secondaire – secteurs d'activité	37
6. FRAIS DE RECHERCHE.....	37
7. CHARGES DE PERSONNEL	38
7.1 Paiements en action	38
8. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	38
9. CONTRATS DE LOCATION	39
9.1 Contrats de location financement – Preneur	39
9.2 Contrats de location simple - Preneurs	39
9.3 Contrats de location simple - Bailleurs	39
10. CONTRATS A LONG TERME	39
11. INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIÉES	39
11.1 Contrôle	39
11.2 Relation avec les filiales	39
11.3 Rémunération du personnel dirigeant-clé.....	39
11.4 Transactions avec des parties liées.....	40
12. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	40
13. IMPOTS SUR LE RESULTAT	40
14. RESULTAT PAR ACTION	42
15. ÉCARTS D'ACQUISITION	42
16. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	44
17. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	45
18. SOCIÉTÉS DU GROUPE	48
19. PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES.....	50
20. PARTICIPATION DANS LES CO-ENTREPRISES.....	50

21.	AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	50
22.	INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES	50
23.	STOCKS	51
23.1	<i>Variation des stocks d'en-cours et produits finis</i>	51
23.2	<i>Stocks et en cours</i>	51
24.	CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS	51
25.	TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	52
26.	CAPITAL	52
27.	DETTES FINANCIERES	52
28.	IMPOTS DIFFERES	53
29.	FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS	53
30.	PROVISIONS POUR AVANTAGES AUX SALARIES	53
30.1	<i>Indemnités de fin de carrière</i>	53
30.2	<i>Engagements de retraite</i>	54
31.	AUTRES PROVISIONS	55
32.	SUBVENTIONS PUBLIQUES	55
33.	DIVIDENDES PAR ACTION	56
34.	MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	56
35.	BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	56
36.	INCIDENCE DES VARIATIONS DE PERIMETRE	56
37.	ENGAGEMENTS HORS BILAN	57
37.1	<i>Garanties données</i>	57
37.2	<i>Garanties reçues</i>	57
37.3	<i>Engagements en matière de contrats de location simple</i>	57
38.	ABANDONS D'ACTIVITES	57
39.	EFFECTIFS	58
40.	HONORAIRES	58
41.	ÉVENEMENTS POST CLOTURE	58

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE 2006

En milliers d'euros	Notes	Exercice 2006	Exercice 2005
Activités poursuivies			
Produit des activités ordinaires	5.1	297 867	239 268
Autres produits		1 132	1 804
Achats consommés		-115 789	-91 077
Autres achats et charges externes		-88 860	-68 972
Variation des stocks d'encours et produits finis	23.1	-616	1 132
Charges de personnel	7	-64 971	-56 681
Amortissements et dépréciations des immobilisations		-13 178	-15 508
Dotations et reprises de provisions		1 060	2 189
Autres produits et charges d'exploitation	8	-5 890	-4 646
Résultat opérationnel courant		10 755	7 510
Résultat opérationnel		10 755	7 510
Produits (charges) financiers, nets	12	-3 949	-2 566
Quote-part du résultat des entreprises mise en équivalence	19	2 159	2 360
Résultat avant impôt		8 965	7 304
Impôts sur les résultats	13	-2 226	-999
Résultat net de l'ensemble consolidé – activités poursuivies		6 739	6 305
Résultat net de l'ensemble consolidé– activités abandonnées	38	-473	-845
Résultat net de l'ensemble consolidé – total		6 266	5 460
Résultat net – part du groupe		7 129	7 273
Résultat net – part des minoritaires		-863	-1 813
Activité globale			
Résultat par action part du groupe	14	31,75	32,39
Résultat par part de fondateur part du groupe	14	60,47	61,69
Résultat dilué par action part du groupe	14	31,75	32,39
Résultat dilué par part de fondateur part du groupe	14	60,47	61,69
Activités poursuivies			
Résultat par action		30,01	28,08
Résultat par part de fondateur		57,16	53,48
Résultat dilué par action		30,01	28,08
Résultat dilué par part de fondateur		57,16	53,48
Activités abandonnées			
Résultat par action		-2,11	-3,76
Résultat par part de fondateur		-4,01	-7,17
Résultat dilué par action		-2,11	-3,76
Résultat dilué par part de fondateur		-4,01	-7,17

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2006

En milliers d'euros	Notes	Exercice 2 006	Exercice 2 005
ACTIF			
Écarts d'acquisition	15	16 345	6 403
Immobilisations incorporelles	16	833	678
Immobilisations corporelles	17	81 322	73 726
Participations dans les entreprises associées	19	3 733	6 124
Autres actifs financiers non courants	21	5 357	4 520
Actifs d'impôts différés	28	7 438	7 674
Autres actifs long terme		610	284
actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés	38		298
Total actifs non courants		115 638	99 707
Stocks	23.2	25 854	23 602
Clients et autres débiteurs	24	131 783	101 399
Créances fiscales		317	231
Autres actifs courants		3 585	4 031
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25	40 466	48 265
Total actifs courants		202 005	177 528
TOTAL ACTIF		317 643	277 234
PASSIF			
Capital	26	5 220	5 220
Réserves		115 313	106 657
Résultat net de l'exercice – part du groupe		7 129	7 273
Capitaux propres part du groupe		127 662	119 150
Intérêts minoritaires		1 532	2 373
Capitaux propres		129 194	121 523
Dettes financières non courantes	27	11 817	12 885
Passifs d'impôts différés	28	1 942	2 423
Provisions pour avantages aux salariés	30	11 243	14 881
Autres provisions non courantes	31	22 739	22 431
Autres passifs long terme		3 173	2 952
Total passifs non courants		50 914	55 572
Fournisseurs et autres créditeurs	29	92 579	70 064
Dettes d'impôt		671	426
Dettes financières courantes	27	31 942	25 456
Autres provisions courantes	31	3 640	3 262
Autres passifs courants		8 703	930
Total passifs courants		137 535	100 138
Total dettes		188 449	155 711
TOTAL PASSIF		317 643	277 234

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ POUR L'EXERCICE 2006

en milliers d'euros	Notes	Exercice 2 006	Exercice 2 005
Marge brute d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	34	20 250	14 830
Elim. de la charge (produit) d'impôt	13	2 226	999
Elim. du coût de l'endettement financier net	12	1 337	1 047
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		23 813	16 876
Incidence de la variation du BFR et des provisions courantes	35	-1 928	-7 434
Impôts payés		-3 426	-2 011
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		18 459	7 431
Incidence des variations de périmètre	36	-11 277	-834
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	17	-19 009	-15 024
Acquisition d'actifs financiers		-638	-625
Variation des prêts et avances consentis		-863	3 894
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		1 812	4 695
Cession d'actifs financiers		-428	27
Dividendes reçus		3 038	1 661
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		-27 365	-6 206
Augmentation de capital		131	71
Emission d'emprunts		23 793	18 541
Remboursement d'emprunts		-20 442	-17 350
Intérêts financiers nets versés		-1 395	-1 047
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		-938	-635
Dividendes payés aux minoritaires		9	2 561
Autres flux liés aux opérations de financement		-11	21
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		1 147	2 162
Incidence de la variation des taux de change		70	66
Incidence des changements de principes comptables			-342
Variation de la trésorerie		-7 689	3 111
Trésorerie d'ouverture	25	39 976	36 865
Trésorerie de clôture	25	32 287	39 976

**TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE
2006**

En milliers d'euros	Capital	Réserves de la société mère	Actions propres	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Total Réserves	Résultat net de l'exercice – part du groupe	Total capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Total au 1 ^{er} janvier 2005 après affectation du résultat	5 220	80 459	-2 478	21 356	248	99 585	7 476	112 281	2 081	114 362
Résultat net de l'exercice						0	7 273	7 273	-1 813	5 460
Dividendes versés		-626		-9		-635		-635	2 561	1 926
Affectation du résultat		3 610		3 866		7 476	-7 476	0		0
Variations de périmètres				-516		-516		-516	-988	-1 504
Ecarts de conversion					843	843		843	105	948
Autres variations				-96		-96		-96	427	331
Total au 31 décembre 2005	5 220	83 443	-2 478	24 601	1 091	106 657	7 273	119 150	2 373	121 523
Résultat net de l'exercice						0	7 129	7 129	-864	6 265
Dividendes versés		-938				-938		-938	9	-929
Affectation du résultat		6 655		618		7 273	-7 273	0		0
Variations de périmètres				-2		-2		-2	-379	-381
Ecarts de conversion					-264	-264		-264	26	-238
Autres variations				2 680	-93	2 587		2 587	367	2 954
Total au 31 décembre 2006	5 220	89 160	-2 478	27 897	734	115 313	7 129	127 662	1 532	129 194

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DE L'EXERCICE 2006

1.2 Présentation générale

Le groupe EPC est un groupe international, coté à la bourse de Paris. EPC pratique principalement trois activités :

- La fabrication d'explosifs à usage civil et leur mise en œuvre (forage minage),
- La démolition,
- Autres activités diversifiées (produits de scellement pour la construction et défense).

La société mère, Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques, est une société anonyme française dont le siège social est situé au 61, rue de Galilée, 75008 Paris.

Les comptes consolidés du Groupe EPC ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 23 avril 2006 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 8 juin 2006.

Les principes comptables utilisés pour l'élaboration des états financiers consolidés du groupe EPC sont énoncés ci-après. Ils ont été uniformément appliqués pour toutes les années présentées.

1.3 Faits marquants de l'exercice 2006

1.3.1 Acquisition d'Orica Scandinavia Mining Services (OSMS)

Le 31 juillet, EPC a acquis la société suédoise Orica Scandinavia Mining Services AB et sa filiale norvégienne Orica Scandinavia Mining Services AS.

Les deux sociétés ont été rebaptisées respectivement Skanexplo AB et Skanexplo AS.

1.3.2 Acquisition de trois dépôts en Allemagne

En Janvier 2006, Dexplo gmbh a pu acquérir trois dépôts d'explosifs en Allemagne.

1.3.3 Acquisition de la majorité de Lutscher

Au cours du premier trimestre, le groupe a porté sa participation dans Lutscher de 49 à 100%. Cette société n'est pas consolidée dans les comptes du Groupe.

1.3.4 Acquisition de Stahlhacke

Au cours du premier trimestre, le groupe a acquis 100% des titres de la société de forage minage allemande, Stahlhacke. Cette société n'est pas consolidée dans les comptes du Groupe.

1.3.5 Acquisition de FMO (Forage Minage de l'ouest)

Le Groupe a acquis 80% du capital de la société Forage Minage de l'Ouest (FMO) le 29 mars 2006.

1.3.6 Acquisition des minoritaires d'Explominex

Le Groupe a acquis en juillet 2006 les 30% détenus par les minoritaires.

1.3.7 Fermeture du site de Billy Berclau

La procédure de fermeture définitive a été engagée dans le courant de l'année 2006.

Un plan de sauvegarde de l'emploi, axé sur le reclassement et la formation des salariés a été mise en œuvre.

Les activités pyrotechniques sont désormais concentrées en France sur le site de SAINT MARTIN DE CRAU.

1.3.8 Arrêt de l'activité Chimie Fine

Le plan de mise en œuvre de l'arrêt de l'activité Chimie Fine, annoncé le 30 mars dernier, s'est déroulé comme prévu.

1.3.9 Groupe d'intégration fiscale

Un groupe d'intégration fiscale a été créé au 1^{er} janvier 2006, qui regroupe les sociétés de démolition.

1.4 Principes comptables

1.4.1 Principes généraux et normes comptables

3.1.1 Principe général

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes comptables internationales, les comptes consolidés du Groupe sont établis depuis l'exercice 2005 en appliquant les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes et interprétations IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB, telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

3.1.2 Nouvelles dispositions applicables à compter du premier janvier 2006

Amendement IAS 19 – Avantages du personnel : L'option permettant de comptabiliser l'intégralité des écarts actuariels directement en capitaux propres, telle que présentée dans la norme IAS 19 – Avantages du personnel – révisée, applicable à compter du 1^{er} janvier 2006, est retenue par le Groupe.

L'amortissement des écarts actuariels selon la méthode du corridor antérieurement adoptée ne trouvait pas d'application.

Actifs liés à des contrats couverts par l'interprétation IFRIC 4 : Certains actifs relèvent d'un traitement en contrats de location de la norme IAS 17. L'interprétation IFRIC 4 « Conditions permettant de déterminer si un accord contient une location » vise à identifier les modalités contractuelles des accords, qui sans revêtir la forme juridique d'un contrat de location, accordent aux clients un droit d'utilisation d'un ensemble d'actifs en contrepartie de loyers inclus dans la rémunération globale du contrat. S'il est conclu que le contrat contient un contrat de location, celui-ci est analysé et comptabilisé selon les critères de la norme IAS 17.

Une revue des contrats en cours nous a permis de constater qu'aucun actif ne relevait de l'interprétation IFRIC 4.

3.1.3 Textes ou projets IFRS en cours

Les états financiers du Groupe au 31 décembre 2006 n'intègrent pas les impacts des normes et interprétations publiées au 31 décembre 2006 par l'IFRIC mais dont l'application n'est obligatoire qu'à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2007.

1.4.2 Méthodes de consolidation

3.2.1 Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés comprennent ceux de la Société Anonyme d'Explosifs et Produits Chimiques ainsi que ceux de ses filiales, sociétés associées et co-entreprises. Cet ensemble forme le Groupe.

Filiales

Les filiales sont toutes les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle, c'est-à-dire le pouvoir de diriger leurs politiques financière et opérationnelle afin d'obtenir des avantages de leurs activités. Ce contrôle est présumé dans les cas où le Groupe détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de ses filiales, plus de la moitié des droits de vote. Les états financiers des filiales sont consolidés en suivant la méthode de l'intégration globale, et les intérêts minoritaires sont déterminés sur la base du pourcentage d'intérêt.

Les intérêts des actionnaires minoritaires sont présentés au bilan dans une catégorie distincte des capitaux propres, part du Groupe. Le montant de leur quote-part dans le résultat net consolidé est présenté séparément

dans le compte de résultat. Les pertes revenant aux minoritaires excédant leurs intérêts dans les capitaux propres de la filiale sont affectés à la participation du Groupe sauf lorsque les minoritaires sont tenus d'apporter une contribution supplémentaire pour couvrir les pertes et qu'ils sont en mesure de le faire.

L'ensemble des soldes et transactions intragroupe, y compris les profits, pertes et dividendes, est éliminé en consolidation.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, c'est-à-dire le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques. L'influence notable est présumée lors de la détention, directe ou indirecte par le biais de filiales, de 20% ou plus des droits de vote. Les états financiers des entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Les participations dans des entreprises associées sont présentées sur une ligne distincte du bilan. Les quotes-parts de résultat des entreprises mises en équivalence, et le résultat de sortie de ces participations, sont présentés séparément dans le compte de résultat. Les quotes-parts de mouvements des capitaux propres des entreprises associées sont constatés directement en capitaux propres.

Si la quote-part du Groupe dans les pertes de l'entreprise associée excède la valeur nette comptable de sa participation, la valeur de la participation est réduite à zéro, et le Groupe ne continue à comptabiliser sa part dans les pertes de l'entreprise associée que dans la mesure où il est responsable de ces pertes.

Co-entreprises

L'intégration proportionnelle est appliquée aux co-entreprises, c'est-à-dire aux entités dont le contrôle de l'activité économique est partagé entre deux parties ou plus, et où les décisions stratégiques et opérationnelles sont prises à l'unanimité des associés (contrôle conjoint).

	31 décembre 2006			31 décembre 2005		
	Total	France	Etranger	Total	France	Etranger
Intégration globale	39	15	24	36	14	22
Intégration proportionnelle	4		4	4		4
Mise en équivalence	3	1	2	8	6	2
	46	16	30	48	20	28

Les principales variations de périmètre concernent la société FMO, consolidée selon la méthode de l'intégration globale à compter du 1^{er} janvier 2006 et les sociétés Skanexplo AB et Skanexplo AS, consolidées selon la méthode de l'intégration globale à compter du 1^{er} août 2006. Les autres variations de périmètre proviennent essentiellement de la cession de sociétés de petite taille, liées à l'opération FMO.

3.2.2 Opérations intra-groupe

Les opérations et transactions réciproques d'actif et de passif, de produits et de charges entre entreprises intégrées sont éliminées dans les comptes consolidés. Cette élimination est réalisée :

- en totalité si l'opération est réalisée entre deux entreprises intégrées globalement,
- à hauteur du pourcentage d'intégration de l'entreprise si l'opération est réalisée entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise intégrée proportionnellement,
- à hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat interne réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise mise en équivalence.

3.2.3 Conversion en monnaies étrangères

Conversion des états financiers des sociétés étrangères

La monnaie de fonctionnement des sociétés étrangères correspond à la monnaie locale.

Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe sont convertis selon la méthode dite « du cours de clôture ».

Leurs éléments de bilan sont convertis au cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice et les éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en écart de conversion dans les réserves consolidées. Les écarts d'acquisition relatifs aux sociétés étrangères sont considérés comme faisant partie des actifs et passifs acquis et, à ce titre, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

Opérations en monnaie étrangère

Les opérations en monnaie étrangère sont converties en euro au cours de change en vigueur à la date d'opération. A la clôture de l'exercice, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en euro au cours de change de clôture de l'exercice. Les pertes et gains de change en découlant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en autres produits et charges financiers au compte de résultat.

3.2.4 Risque de change

Afin d'atténuer le risque de change, le Groupe a parfois recours à des contrats à terme. La comptabilisation de ces instruments financiers dérivés est décrite en note 3.3.13.

3.2.5 Activités abandonnées (arrêtées, cédées) ou en cours de cession et actifs en cours de cession

Les éléments du compte de résultat relatifs aux activités abandonnées sont présentés sur une ligne isolée pour toutes les périodes présentées.

Les actifs non courants dont la cession a été décidée au cours de la période sont présentés sur une ligne séparée du bilan, dès lors que la cession doit intervenir dans les 12 mois. Ils sont évalués au plus bas de la valeur comptable ou du prix de vente estimé, net des coûts relatifs à la cession.

Contrairement aux activités abandonnées, les éléments du compte de résultat et du tableau de trésorerie ne sont pas présentés sur une ligne séparée.

3.2.6 Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition

Les sociétés entrent dans le périmètre de consolidation à la date à laquelle leur contrôle est transféré au Groupe, et en sortent à la date à laquelle le Groupe cesse d'exercer un contrôle sur elles.

Les acquisitions de filiales sont constatées selon la méthode de l'acquisition. Cette méthode implique la comptabilisation des actifs et passifs des sociétés acquises par le Groupe à leur juste valeur, en conformité avec les règles prévus par IFRS3 – Regroupement d'entreprises.

Les coûts de restructuration et les autres coûts de l'entreprise acquise consécutifs au regroupement et qui répondent à la date de l'acquisition aux critères de constitution de provisions fixés par la norme IAS 37 sont inclus dans les passifs acquis ; les coûts engagés ultérieurement à la date d'acquisition sont comptabilisés dans le compte de résultat opérationnel de la période au cours de laquelle ils sont encourus ou lorsqu'ils répondent aux critères de la norme IAS 37.

Les passifs éventuels de l'entreprise acquise sont reconnus comme des passifs et sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition ; il s'agit de passifs ne répondant pas aux critères de constitution des provisions fixés par la norme IAS 37.

L'excédent du coût d'acquisition sur les intérêts du Groupe dans la juste valeur des actifs et passifs enregistrés constitue l'écart d'acquisition. Les écarts d'acquisition relatifs aux filiales ou co-entreprises sont enregistrés sur une ligne séparée du bilan (note 1.16). Les écarts d'acquisition relatifs aux entreprises associées sont compris dans la valeur comptable de la participation et sont pris en considération dans le test de dépréciation relatif à cet actif.

A l'inverse, si la quote-part des actifs et passifs en juste valeur dépasse le coût d'acquisition, cet excédent est immédiatement enregistré en profit.

L'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise peut être ajustée dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition ; au-delà de ce délai, le montant de l'écart d'acquisition ne peut être modifié que dans des cas très spécifiques (ajustement du prix, corrections d'erreur).

Les écarts d'acquisition ne font pas l'objet d'amortissements récurrents, mais des pertes de valeur sont constatées si cela s'avère nécessaire sur la base des résultats des tests de perte de valeur.

Pour la réalisation des tests de perte de valeur, les écarts d'acquisition sont affectés à chacune des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) auxquelles ils se rattachent en fonction de l'organisation mise en place par le Groupe (voir définition d'une UGT en note 3.3.2).

Les UGT auxquelles un écart d'acquisition est affecté font l'objet de test de perte de valeur au moins une fois par an, ou plus fréquemment s'il existe un indice de perte de valeur.

Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à la valeur comptable de ses actifs, la perte de valeur est affectée en priorité à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs non courants de l'UGT (immobilisations corporelles et incorporelles) au prorata de leur valeur comptable.

Une perte de valeur sur un écart d'acquisition a un caractère irréversible et ne peut donc pas être reprise.

1.4.3 Règles et méthodes d'évaluation

3.3.1 Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites
- l'évaluation des impôts différés
- les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur
- l'évaluation des coûts de démantèlement, décontamination et de remise en état des sites

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

3.3.2 Perte de valeur des actifs

Des tests de perte de valeur sont effectués systématiquement au moins une fois par an pour les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, ou plus souvent s'il existe un indice de perte de valeur.

Des tests sont effectués dès qu'il existe un indice de perte de valeur pour les immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie.

Lorsque le montant recouvrable d'une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) est inférieur à la valeur nette comptable des actifs rattachés à l'UGT, une perte de valeur est constatée.

La valeur recouvrable est la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie générés par l'UGT, augmentée, le cas échéant, de sa valeur de sortie à la fin de sa durée d'utilité prévue.

Une UGT est définie comme étant le plus petit ensemble d'actifs dont l'utilisation génère des entrées de trésorerie de façon indépendante des autres actifs ou ensemble d'actifs du Groupe. Elle inclut les écarts d'acquisition qui lui sont attribuables.

Les UGT du Groupe EPC sont les entités juridiques, à l'exception des UGT suivantes :

- Exchem Explosives
- Exchem Polymer Systems
- Exchem Fuel Additives

3.3.3 Reconnaissance du produit des activités ordinaires

Le produit des activités ordinaires est constitué par les ventes et les prestations de services à des tiers, déduction faite des remises et rabais commerciaux ainsi que des taxes sur les ventes, et après élimination des ventes intragroupe.

Ventes de biens

Les ventes de biens sont enregistrées lorsque les principaux risques et avantages sont transférés à l'acheteur, ce qui coïncide généralement avec le transfert de propriété.

Prestations de services

Les produits provenant des prestations de services sont enregistrés une fois que le service est rendu ou sur la base d'un pourcentage d'avancement sur la durée du contrat.

Contrats à long terme

Lorsque le résultat d'un contrat de construction peut être estimé de façon fiable, et qu'il est probable que le contrat sera rentable, les produits et les coûts du contrat sont comptabilisés en fonction de l'avancement de l'activité du contrat à la date de clôture (méthode du pourcentage d'avancement). Le degré d'avancement des travaux est déterminé suivant les méthodes suivantes, en fonction de la nature du contrat :

- (1) le rapport existant entre les coûts encourus pour les travaux exécutés jusqu'à la date considérée et les coûts totaux estimés du contrat ;
- (2) l'examen des travaux exécutés; ou
- (3) l'achèvement, en termes physiques, d'une partie des travaux du contrat.

Lorsque le résultat d'un contrat de construction ne peut être estimé de façon fiable :

- les produits ne sont comptabilisés que dans la limite des coûts encourus qui seront probablement recouvrables,
- les coûts du contrat sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Lorsqu'il est probable que le total des coûts du contrat sera supérieur au total des produits du contrat, la perte attendue est immédiatement comptabilisée en charges.

3.3.4 Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits d'exploitation comprennent les éléments suivants :

- Production immobilisée
- Subvention d'exploitation
- Quote part de subvention d'investissement virée au compte de résultat de l'exercice
- Produits de cession d'immobilisations et de titres consolidés
- Autres

Les autres charges d'exploitation comprennent les éléments suivants :

- Valeur nette comptable des immobilisations et titres consolidés cédés
- Impôts et taxes
- Autres charges

3.3.5 Charges et produits financiers

Les charges et produits financiers comprennent les éléments suivants :

- Les charges et produits d'intérêt relatifs à l'endettement net consolidé, lequel se compose des emprunts bancaires, des dettes liées aux contrats de location financement et de la trésorerie et équivalents de trésorerie.
- Les autres charges versées aux établissements financiers au titre des opérations de financement
- La composante financière du coût des régime de retraite (charge d'intérêt et rendement attendu des actifs du régime)
- La désactualisation des provisions pour décontamination, démantèlement et dépollution
- Les dépréciations durables et les résultats de cession des titres disponibles à la vente
- Les dividendes reçus des participations non consolidées (les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi).

- Les profits et pertes de change résultant des opérations de financement, y compris les effets de la comptabilité de couverture.

3.3.6 Contrats de location

Contrats de location simple

Les paiements effectués au titre d'un contrat de location simple sont enregistrés en charge dans le compte de résultat, sur une base linéaire pendant la durée du contrat.

Les revenus locatifs sont comptabilisés en produits de façon linéaire.

Contrats de location financement

Les contrats de location financement pour lesquels le Groupe est preneur sont comptabilisés à l'actif et au passif du bilan pour des montants égaux au plus faible de la juste valeur du bien loué et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location (au taux d'intérêt implicite du contrat). Les paiements sont ventilés entre charge financière et amortissement de la dette.

3.3.7 Immobilisations incorporelles

Frais de développement

Les dépenses relatives à un projet de développement sont capitalisées s'ils répondent aux six critères suivants :

- fiabilité technique,
- intention d'achever l'actif et de l'utiliser ou de le vendre,
- capacité à utiliser ou à vendre l'actif,
- probabilité d'avantages économiques futurs (existence d'un marché ou utilisation en interne),
- disponibilité de ressources financières nécessaires à l'achèvement,
- fiabilité de la mesure des dépenses attribuables à l'immobilisation.

Les frais de développement capitalisés sont ensuite amortis sur la durée probable de vie de l'immobilisation incorporelle à partir de sa mise en service.

Autres immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est comptabilisée :

- s'il est probable que les avantages économiques futurs iront à l'entreprise
- si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées selon la méthode du coût amorti, en utilisant la méthode linéaire sur une durée d'utilité comprise entre 12 mois et 3 ans.

3.3.8 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées selon la méthode du coût amorti.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon le mode le plus représentatif de la dépréciation économique des biens, suivant la méthode des composants, et sur la durée d'utilité estimée des biens.

Les durées d'amortissement retenues par le Groupe sont les suivantes :

Constructions en dur, merlons	Linéaire 30 ans
Constructions légères, clôtures	Linéaire 15 ans
Matériels et installations de fabrication	Linéaire 12 ans
Installations réseaux (eau, vapeur, électricité, surveillance,...)	Linéaire 12 ans
Réservoirs et citernes fixes	Linéaire 12 ans
Foreuse, Pelles, Chargeuses	Dégressif 7 ans, coef 2.1, sur 80% de la valeur brute

3.3.9 Provisions pour démantèlement décontamination

Lorsqu'une obligation légale, contractuelle ou implicite rend nécessaire le réaménagement de sites de production du groupe, les coûts correspondant ont été estimés et activés. Une provision pour frais de remise en état est comptabilisée sur la durée d'exploitation du site en fonction du niveau de production et d'avancement de l'exploitation du site. La provision, évaluée site par site, est estimée à partir de la valeur actuelle des coûts attendus des travaux de réaménagement.

Les coûts de démantèlement décontamination constituent une obligation immédiate, qui se traduit dans les comptes consolidés par une augmentation de valeur des actifs et enregistrement d'une provision correspondante.

3.3.10 Provisions pour dépollution

Lorsque le Groupe estime qu'il a une obligation légale ou implicite liée à un risque environnemental dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources, une provision correspondant aux coûts futurs estimés est comptabilisée sans tenir compte des indemnités d'assurance éventuelles (seules les indemnités d'assurance quasi certaines sont comptabilisées à l'actif du bilan).

Les autres coûts environnementaux sont comptabilisés en charges lors de leur réalisation.

Les coûts de dépollution constituent une obligation progressive qui se traduit dans les comptes consolidés par une provision.

3.3.11 Immeubles de placement

Le Groupe EPC n'est pas propriétaire d'immeubles de placement.

3.3.12 Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers correspondent aux titres de participations non consolidées et aux créances rattachées à ces participations.

Les titres de participations non consolidées représentent les intérêts du Groupe dans le capital de sociétés non consolidées en raison de leur caractère peu significatif.

Une perte de valeur est constatée en résultat financier en cas de baisse durable de leur valeur, déterminée sur la base des critères financiers appropriés à la situation de chaque société, tels que la quote part des capitaux propres et les perspectives de rentabilité.

Les créances rattachées à des participations sont dépréciées lorsque leur valeur recouvrable est inférieure à leur valeur au bilan.

3.3.13 Instruments financiers dérivés

Afin d'atténuer le risque de volatilité des devises étrangères, le Groupe a recours à des contrats à terme. Ces instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur à la date de clôture. Le Groupe applique les principes comptables spécifiques de la comptabilité de couverture dans la mesure où il est démontré que les relations de couverture entre les instruments dérivés et le risque couvert remplissent les conditions requises pour en permettre l'utilisation.

3.3.14 Stocks

Les stocks sont enregistrés au plus faible du coût de revient et de la valeur nette de réalisation. Le coût est calculé selon la méthode FIFO (premier entré premier sorti), ou au coût moyen unitaire pondéré.

Le coût des produits en cours de production et des produits finis détenus en stocks inclut les matières premières, la main d'œuvre directe et une portion adéquate des charges de production variables et fixes, celles-ci étant affectées sur la base des capacités opérationnelles normales.

La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé dans le cadre normal de l'activité, diminué des coûts d'achèvement et des frais commerciaux.

3.3.15 Clients et autres débiteurs

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur.

Une dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction.

3.3.16 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les disponibilités bancaires et les valeurs mobilières de placement.

Les équivalents de trésorerie se composent des placements sans risque dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois. Ils sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture. Les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat financier de la période.

3.3.17 Dettes financières

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif.

3.3.18 Coûts d'emprunts

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice lorsqu'ils sont encourus.

3.3.19 Impôts différés

Conformément à la norme IAS12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont évalués sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales. Les passifs d'impôts différés sont systématiquement comptabilisés ; les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que s'ils ont une chance raisonnable de se réaliser.

3.3.20 Fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont comptabilisés à leur juste valeur, qui, dans la plupart des cas, correspond à leur valeur nominale.

3.3.21 Avantages du personnel

Le Groupe propose à ses salariés différents régimes de retraite, des indemnités de fin de contrat et d'autres avantages, qui dépendent des législations locales et des pratiques adoptées par chacune des filiales.

Les indemnités de fin de contrat correspondent généralement à des montants forfaitaires calculés sur la base de l'ancienneté du salarié et de son salaire annualisé à l'âge du départ à la retraite ou à la fin du contrat.

Obligations en matière de retraites

- Régimes à cotisations définies

Le Groupe comptabilise en charges le paiement des cotisations lorsqu'elles sont encourues.

Un complément de retraite par capitalisation à cotisation définies (Article 83) a été mis en place chez EPC en 2006.

- Régimes à prestations définies

Les estimations des obligations du Groupe au titre des régimes de retraite à prestations définies et des indemnités de départ en retraite sont calculées annuellement, conformément à la norme IAS19 « Avantages du personnel », par des actuaires indépendants en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel.

L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié pour chaque pays où sont situés les engagements. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés.

Lorsque les engagements relatifs aux avantages au personnel sont financés par des fonds externes, ceux-ci sont pris en compte à leur juste valeur à la date de clôture de l'exercice.

Pour la grande majorité des plans du Groupe, les changements d'hypothèses actuarielles qui affectent l'évaluation des obligations, ainsi que l'écart entre le rendement attendu à long terme des investissements des fonds de pension et le rendement réellement obtenu sont traités comme des gains et pertes actuariels, et enregistrés en capitaux propres sur l'exercice.

Au compte de résultat sont reportés le coût des services rendus qui constate l'augmentation des obligations liée à l'acquisition d'une année d'ancienneté supplémentaire et la charge d'intérêt sur l'obligation qui traduit la désactualisation des obligations. Le rendement long terme attendu des investissements des fonds de pensions est porté en déduction de ces charges. L'effet des modifications de plans sur les obligations des sociétés du Groupe est généralement reconnu au compte de résultat.

En cas de couverture excédentaire des passifs d'un régime par ses actifs, le Groupe applique les règles de limitation de l'actif pouvant être reconnues telles que définies par la norme IAS 19.

Chez EPC, un régime de retraite à prestations définies a été souscrit auprès de la société Arial en 2006.

Paievements en actions

Le Groupe est engagé dans un plan d'options sur actions lancé avant le 7 novembre 2002.

Un nouveau plan d'options sur actions a été lancé en date du 24 octobre 2006.

3.3.22 Provisions

Conformément à IAS37, les provisions sont constatées lorsque :

- il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation ; et
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

3.3.23 Subventions publiques

Les subventions publiques sont comptabilisées lorsqu'il existe une assurance raisonnable que le Groupe remplira les conditions attachées à la subvention, et que la subvention sera reçue.

Les subventions attachées à des actifs (subventions d'investissement) sont présentées en produit différé au passif, puis rapportées au compte de résultat, sur une base systématique, pendant la durée de vie utile de l'actif, en « Autres produits ».

Les subventions liées au résultat sont présentées en tant que crédit au compte de résultat dans la rubrique « autres produits », sur une base systématique sur les périodes nécessaires pour les rattacher aux coûts qu'elles sont destinées à compenser.

3.3.24 Distribution de dividendes

Les distributions de dividendes aux actionnaires du Groupe sont enregistrées en dettes au cours de la période durant laquelle elles ont été autorisées par les actionnaires.

3.3.25 Gestion du risque financier

Risque de change

Le groupe ne prend pas de risque de change.

La seule exposition significative du groupe concerne les transactions en Euro / Livre anglaise, qui font l'objet de couverture par des opérations de terme, encadrées par une stratégie clairement définie et un fonctionnement précisément documenté.

Risque de Crédit

En matière de risque client, le portefeuille est suffisamment large pour considérer que ce risque ne constitue pas un enjeu significatif. Le recours à des bases de données externes d'analyse du risque est pratiqué régulièrement.

Risque de liquidité

La Direction Financière du Groupe s'assure auprès des diverses filiales de la mise en place des ressources financières suffisantes pour faire face au risque de liquidité.

Au cours de l'exercice écoulé, des conventions de gestion de trésorerie ont été établies pour participer à une meilleure gestion de ce risque.

Risque de taux d'intérêt

Dans un contexte de taux d'intérêt faible, le groupe ne gère pas de manière active son exposition au risque de taux d'intérêt

Les emprunts bancaires en place dans le groupe sont la plupart à taux variable, court terme.

3.3.26 Engagements hors bilan

EPC à recense ses engagements hors bilan une fois par an. Ce processus prévoit la transmission par les filiales consolidées, dans le cadre des procédures de consolidation, des informations relatives aux engagements données suivants :

- Effets escomptés non échus
- Avals et cautions
- Crédit bail mobilier
- Crédit bail immobilier
- Garantie d'actif et de passif
- Hypothèques & nantissements
- Autres engagements

1.5 Acquisition d'Orica Scandinavia Mining Services (OSMS)

EPC a pris le contrôle de Skanexplo AB dans les conditions indiquées en note 2.4 « Faits marquants de l'exercice 2006 ».

1.5.1 Détermination des actifs et passifs identifiables acquis à la date de prise de contrôle

Conformément à la norme IFRS 3, EPC a procédé à l'évaluation de la juste valeur des actifs et passifs acquis et à la détermination des effets fiscaux associés. Les valeurs attribuées aux actifs et passifs identifiables ont été déterminées au 1^{er} août 2006 de façon provisoire en fonction des éléments disponibles à la date d'arrêté des comptes. Elles sont susceptibles d'évoluer, les éventuelles modifications de valeurs qui pourraient intervenir seront prises en compte dans un délai de 12 mois à compter de la date de transaction.

La différence entre la « juste valeur » des actifs et passifs acquis et la valeur nette comptable consolidée de Skanexplo est principalement attribuable à la valorisation d'équipements amortis en totalité en comptabilité, toujours en exploitation aujourd'hui. La valeur de remplacement par du matériel d'occasion de même catégorie, acheté sur le marché a été prise en compte pour le calcul de la juste valeur à hauteur de 326 K€.

Le retraitement des amortissements dérogatoires a été pris en compte à hauteur de 482 K€.

Le crédit bail a été retraité pour un montant de 417 K€.

En application de la norme IAS 12, il a été constaté un impôt différé passif sur les éléments ayant fait l'objet d'un retraitement. Cet impôt différé passif représente un montant de 200 K€.

Les actifs et les passifs identifiables acquis à la date de prise de contrôle se présentent schématiquement de la façon suivante :

Actifs et passifs acquis au 1 ^{er} août 2006 (en K€)	Valeurs historiques	Ajustement Juste valeurs	Amort. dérogatoires	Démanatèle ment & dépolution	Autres retraitements	Juste valeurs
Actifs non courants						
Immobilisations corporelles	956	326		12	417	1 711
Total Actifs non-courants	956	326	0	12	417	1 711
Actifs courants						
Stocks et en-cours	1 151					1 151
Clients et autres débiteurs	2 697					2 697
Disponibilités	1 041					1 041
Total Actifs courants	4 888	0	0	0	0	4 888
Passifs non courants						
Provision & prov. réglementée	482		-482			0
Provision démantèlement & dépolution				37		37
Emprunts et dettes financières	353				487	840
Impôts différés	0	91	135	-7	-19	200
Total Passifs non courants	835	91	-347	30	467	1 076
Passifs courants						
Fournisseurs autres passifs courants	2 366	0	0			2 366
Total Passifs courants	2 366	0	0	0	0	2 366
Actifs net acquis à 100%	2 643	235	347	-17	-50	3 157

Compte tenu des éléments décrits ci-dessus, l'écart d'acquisition résiduel s'élève à 8 507 K€. Il est attribuable à la rentabilité élevée de la société acquise et aux synergies importantes attendues de cette acquisition.

1.5.2 Autres informations

Sur la base des justes valeurs présentées ci-dessus, le chiffre d'affaires et le résultat net d'EPC au titre de l'année 2006, incluant Skanexplo AB et Skanexplo AS comme si la date d'acquisition était intervenue le 1^{er} janvier 2006 se seraient élevés respectivement à 305 880 K€ et 7 113 K€.

1.6 Information sectorielle

Basée sur l'organisation interne du Groupe, l'information sectorielle de premier niveau est présentée par secteur géographique et l'information sectorielle de second niveau par secteur d'activité.

Les activités par secteur géographique sont les suivantes :

- France et Benelux
- Europe du Nord et de l'Est
- Europe du Sud, Afrique et autres pays

Les activités par secteur d'activité sont les suivantes :

- Explosifs et Forage Minage
- Démolition
- Autres activités

1.6.1 Chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires par pays d'origine

En milliers d'euros	Exercice	Exercice	Variation à structure	
	2006	2005	réelle	comparable (*)
France & Benelux	143 746	102 858	39,8%	37,7%
Europe du Nord et de l'Est	95 246	84 458	12,8%	4,6%
Europe du Sud, Afrique et autres	58 875	51 952	13,3%	15,4%
Total	297 867	239 268	24,5%	21,1%

(*) Périmètre et change constants

1.6.2 Segmentation primaire – secteurs géographiques

Résultats sectoriels de l'exercice 2006

En milliers d'euros	France & Benelux	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud, Afrique et autres	Total consolidé
Produit des activités ordinaires	146 732	95 515	59 135	301 382
Produit des activités ordinaires intersectoriel	-2 986	-269	-260	-3 515
Produit des activités ordinaires externe total	143 746	95 246	58 875	297 867
Résultat opérationnel - activités poursuivies	-1 094	8 797	3 052	10 755
Résultat opérationnel total – activités poursuivies	-1 094	8 797	3 052	10 755
Charges financières – net	-775	-1 307	-1 867	-3 949
Quotes-parts de résultat des entreprises mises en équivalence	192		1 967	2 159
Résultat avant impôts	-1 677	7 490	3 152	8 965
Impôt sur les résultats	110	-1 237	-1 099	-2 226
Résultat net – activités poursuivies	-1 567	6 253	2 053	6 739
Résultat net – activités abandonnées		-1 550	1 077	-473
Résultat net total	-1 567	4 703	3 130	6 266

Résultats sectoriels de l'exercice 2005

Les transactions intersectorielles sont évaluées aux conditions commerciales habituelles qui seraient appliquées à des tiers externes.

En milliers d'euros	France & Benelux	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud, Afrique et autres	Total consolidé
Produit des activités ordinaires	106 374	84 595	52 503	243 472
Produit des activités ordinaires intersectoriel	-3 516	-137	-551	-4 204
Produit des activités ordinaires externe total	102 858	84 458	51 952	239 268
Résultat opérationnel - activités poursuivies	2 868	2 085	2 557	7 510

Résultat opérationnel total – activités poursuivies	2 868	2 085	2 557	7 510
Charges financières – net	-519	-300	-1 747	-2 566
Quotes-parts de résultat des entreprises mises en équivalence	116	0	2 245	2 360
Résultat avant impôts	2 465	1 785	3 055	7 304
Impôt sur les résultats	-255	-255	-489	-999
Résultat net – activités poursuivies	2 210	1 530	2 565	6 305
Résultat net – activités abandonnées		1 385	-2 230	-845
Résultat net total	2 210	2 915	335	5 460

Autres éléments sectoriels sans contrepartie de trésorerie inclus dans le compte de résultat de l'exercice 2006

	France & Benelux	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud, Afrique et autres	Total consolidé
En milliers d'euros				
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immobilisations	-6 641	-4 229	-2 308	-13 178
Dot/Rep. aux provisions	140	782	138	1060

Autres éléments sectoriels sans contrepartie de trésorerie inclus dans le compte de résultat de l'exercice 2005

	France & Benelux	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud, Afrique et autres	Total consolidé
En milliers d'euros				
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immobilisations	-4 409	-8 726	-2 373	-15 508
Dot/Rep. aux provisions	1 693	-318	813	2 189

Actifs, passifs et investissements sectoriels au 31 décembre 2006

	France & Benelux	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud, Afrique et autres	Total consolidé
En milliers d'euros				
Immobilisations corporelles et actifs courants	140 614	62 049	80 664	283 327
Participations dans les sociétés mises en équivalence	282		3 451	3 733
Total	140 896	62 049	84 115	287 060
Passifs courants	70 837	21 311	45 387	137 535
Investissements (incorp & corp) *	11 125	6 049	1 835	19 009

* hors investissements financés par contrat de location (voir notes 17)

Actifs, passifs et investissements sectoriels au 31 décembre 2005

En milliers d'euros	France & Benelux	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud, Afrique et autres	Total consolidé
Immobilisations corporelles et actifs courants	119 481	54 439	77 335	251 255
Participations dans les sociétés mises en équivalence	1 142	0	4 981	6 124
Total	120 623	54 439	82 316	257 379
Passifs courants	39 164	19 024	41 951	100 139
Investissements (incorp & corp) *	6 319	6 918	1 787	15 024

* hors investissements financés par contrat de location (voir notes 17)

1.6.3 Segmentation secondaire – secteurs d'activité

Produit des activités ordinaires externe

En milliers d'euros	31-déc-06	31-déc-05
Explosifs Forage Minage	176 991	145 759
Démolition	76 440	48 599
Autres activités	44 418	44 910
Actifs non alloués	18	0
Total	297 867	239 268

Actifs sectoriels : immobilisations corporelles et actifs courants

En milliers d'euros	31-déc-06	31-déc-05
Explosifs Forage Minage	163 303	153 645
Démolition	61 041	38 502
Autres activités	46 832	47 562
Actifs non alloués	12 151	11 546
Total	283 327	251 255

Investissements

Les investissements correspondent aux acquisitions d'actifs incorporels et corporels (note 17).

En milliers d'euros	31-déc-06	31-déc-05
Explosifs Forage Minage	11 867	7 605
Démolition	6 023	3 778
Autres activités	1 119	3 641
Total	19 009	15 024

1.7 Frais de recherche

Le Groupe ne pratique pas de recherche fondamentale.

Dans le cadre des Normes IFRS applicables à la Recherche appliquée, le Groupe a distingué :

- les travaux de conception (études de faisabilité, définition des objectifs, définition des spécifications ...) imputables en charges sur l'exercice,
- des travaux de développement (Industrialisation) assimilables à un actif incorporel et amortissables sur plusieurs années.

Les charges imputables sur l'exercice se résument comme suit :

En milliers d'euros	31-déc-2006	31-déc-2005
Frais de recherche (travaux de conception)	884	1 576
Total	884	1 576

1.8 Charges de personnel

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Rémunérations	46 324	41 190
Charges sociales	17 927	15 342
Autres charges de personnel	720	150
Total charges de personnel	64 971	56 681

1.8.1 Paiements en action

Par délibération en date des 22 octobre 2002 prise en application de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires, réunie le 18 juin 1992, le Conseil d'Administration avait consenti, dans le cadre des dispositions des articles L225-179 et suivants du N.C.C., 5 500 options donnant droit à l'achat d'actions provenant d'acquisitions effectuées préalablement à l'ouverture de l'option, par la Société elle-même, en application des dispositions de l'article L.225-209 du N.C.C..

Les options ont été consenties à un prix unitaire de 162,90 €, et sont à exercer au plus tard le 21 octobre 2006.

En application des dispositions de l'article L225-184 du N.C.C., aucune option n'a été exercée au titre de l'exercice écoulé.

Par délibération, en date du 24 octobre 2006, prise en application de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires réunie le 18 juin 1992, le Conseil d'administration a consenti, dans le cadre des dispositions des articles L.225-179 et suivants du Code de commerce, 7 500 options donnant droit à l'achat d'actions provenant d'acquisitions effectuées préalablement à l'ouverture de l'option par la Société elle-même, en application des disposition de l'article L.225-209 du N.C.C..

Les options ont été consenties à un prix unitaire de 315,64 €, et sont à exercer au plus tard le 23 octobre 2010.

Aucune option n'a été levée au titre de l'exercice écoulé.

1.9 Autres produits et charges d'exploitation

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Production immobilisée	179	136
Subventions d'exploitation	27	10
Subventions d'investissement virée au compte de résultat	182	173
Produits de cession d'immobilisations	1 812	2 563
Autres produits d'exploitation	180	1 069
Total Autres produits	2 380	3 951

Valeur nette comptable des immobilisations cédées	-1 387	-2 170
Impôts et taxes	-3 921	-3 490
Autres charges d'exploitation	-2 962	-2 938
Total Autres charges	-8 270	-8 598
Total autres produits et charges d'exploitation	-5 890	-4 647

1.10 Contrats de location

1.10.1 Contrats de location financement – Preneur

Les actifs enregistrés en immobilisations corporelles au titre des contrats de location financement sont détaillés en note 1.18, et la dette financière correspondante en note 1.28.

Engagements relatifs aux contrats de location financement non résiliables

En milliers d'euros	31-déc-06	31-déc-05
Moins d' 1 an	2 045	2 275
De 1 à 5 ans	3 581	3 816
Plus de 5 ans	0	0
Paiements minimaux	5 626	6 091

1.10.2 Contrats de location simple - Preneurs

Les engagements en matière de contrat de location simple – Preneurs sont peu significatifs et ne sont donc pas présentés.

1.10.3 Contrats de location simple - Bailleurs

Les engagements en matière de contrat de location simple – Bailleurs sont peu significatifs et ne sont donc pas présentés.

1.11 Contrats à long terme

Les contrats à long terme concernent les activités Défense et certaines activités de démolition.

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Produits des contrats à long terme	40 522	20 069

Les produits des contrats à long terme sont imputables à STIPS TI pour 26 M€ et à la SEI pour 14 M€.

1.12 Information relative aux parties liées

1.12.1 Contrôle

Le Groupe EPC est contrôlé par la société EJ Barbier. La société tête de Groupe est la Société Anonyme d'explosifs et produits chimiques, EPC, détenue à 63.91 % par EJ Barbier qui publie des états financiers.

1.12.2 Relation avec les filiales

Les transactions entre la société mère et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans ces notes.

1.12.3 Rémunération du personnel dirigeant-clé

Le personnel dirigeant clef du Groupe EPC est composé des mandataires sociaux de la société EPC SA.

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
rémunérations avantages en nature	665 340	632 068
Jetons de présence	58 774	30 120
paiement en action	0	0
Total	724 114	662 188

Le Président et le Directeur Général Délégué sont tenus à une obligation de non concurrence, incluse dans les contrats dans le cadre desquels ils exercent leurs activités.

1.12.4 Transactions avec des parties liées

Le Groupe entretient des relations avec les parties liées suivantes :

- EJ.Barbier, maison mère d'EPC SA
- Adex, Adex TP et Adex Services filiales détenues majoritairement par EJ.Barbier.

Ces parties liées assurent des prestations de service pour le compte du Groupe pour un montant de 9 280 K€ au cours de l'exercice 2006

Ces prestations se sont faites dans des conditions normales.

Les sommes dues par le Groupe aux parties liées à fin 2006 s'élevait à 2 358 K€.

1.13 Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	787	609
Charges d'intérêts	-2 124	-1 656
Coût de l'endettement financier net	-1 337	-1 047

En milliers d'euros	Exercice 2006	- Exercice 2005
Pertes et gains de changes	-721	-466
Coût financier sur avantages au personnel (« interest cost »)	-347	-379
Charges de désactualisation des provisions	-771	-802
Dividendes reçus	105	146
Dotations et reprises aux provisions financières	-31	3 754
Autres charges et produits financiers divers	-847	-3 772
Autres produits et charges financiers	-2 612	-1 519
Total	-3 949	-2 566

1.14 Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat s'analyse de la façon suivante :

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Charge / (produit) d'impôts exigible	-3 844	-2 731
Charge / (produits) d'impôts différés sur différences temporaires (note 30)	1 618	1 732

Total	-2 226	-999
--------------	---------------	-------------

Le total de l'impôt différé sur éléments de capitaux propres enregistré pour l'exercice 2006 s'élève à 1 231 K€. il était de 494 K€ pour l'exercice 2005.

L'augmentation de la charge d'impôt est principalement imputable à la croissance des bénéficiaires imposables des sociétés, plus particulièrement à la SEI et à SIMECO.

L'impôt prend en compte un profit d'intégration fiscale sur EPC de 401 K€.

Le rapprochement entre l'impôt théorique au taux légal d'imposition en France et l'impôt effectif est le suivant :

En milliers d'euros	Exercice 2006
Résultat avant impôt et résultat des entreprises liées	6 806
Taux d'imposition théorique en vigueur en France	33,33%
Impôt théorique attendu	(2 268)
Reprise des dépréciations après test des UGT	363
Incidence des déficits reportables	(1 899)
Incidence de la variation de taux (report variable)	(12)
Différentiel de taux sur résultat étranger	1 897
Autres différences permanentes	(307)
Impôt effectivement constaté	(2 226)
Taux d'impôt effectif	32,71%

Les différences permanentes apparaissant dans la réconciliation du taux effectif d'impôt intègrent notamment :

- L'incidence des reprises de dépréciation après test des UGT qui ne supporte pas l'impôt. Elle s'élève à 363 K€ au 31 décembre 2006.
- L'incidence de la non activation des déficits reportables des sociétés qui s'élève à -1 899 K€.
- L'incidence des taux d'impôt étranger par rapport au taux d'impôt Français de 33,33% s'élève à 1 897 K€. Elle est principalement imputable à l'Irlande pour 1 859 K€, avec un taux d'impôt local de 12,5%.

Les taux d'impôt applicable sont les suivants :

Pays	Exercice 2006	Exercice 2005
Allemagne	25%	25%
Belgique	33,99%	33,99%
Espagne	35%	35%
France	33,33%	34,33%
Royaume-Uni	30%	30%
Guinée	35%	35%
Irlande	12,50%	12,50%
Italie	33%	33%
Luxembourg	30,38%	30,38%
Maroc	35%	35%
Norvège	28%	28%

Pologne	19%	19%
Portugal	25%	25%
Sénégal	33%	33%
Suède	28%	28%

1.15 Résultat par action

Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (résultat net part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le même calcul est réalisé pour les parts de fondateurs.

	Exercice 2006	Exercice 2005
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (milliers d'euros)	5 347	5 455
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	168 400	168 400
Résultat de base par action (en €/action)	31,75	32,39

	Exercice 2006	Exercice 2005
Bénéfice net attribuable aux parts de fondateurs (milliers d'euros)	1 782	1 818
Nombre moyen pondéré de parts de fondateurs	29 473	29 473
Résultat de base par part de fondateurs (en €/part)	60,47	61,69

Résultat dilué

Le groupe n'a pas émis ni supprimé de titres au cours de l'exercice.

Ainsi, le résultat par action calculé en ajustant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives est identique au résultat de base.

Mouvements depuis la clôture

Il n'est pas intervenu depuis la clôture d'opérations affectant le nombre d'actions.

1.16 Écarts d'acquisition

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Au 1^{er} janvier		
Valeur brute	8 346	7 745
Pertes de valeur cumulées	(1 943)	(1 943)
Valeur nette à l'ouverture	6 403	5 802
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	8 507	-
Variations de périmètre	1 435	601
Pertes de valeur enregistrées en résultat	-	-
Au 31 décembre		
Valeur brute	18 288	8 346

Pertes de valeur cumulées	(1 943)	(1 943)
Valeur nette à la clôture	16 345	6 403

Tests de perte de valeur – méthodologie

Conformément au principe énoncé en note 3.3.2, la valeur comptable de chaque groupe d'actifs a fait l'objet d'une comparaison avec sa valeur d'utilité au 31 décembre 2006. Les UGT testées au 31 décembre 2006 dont le test s'est avéré largement positif et pour lesquelles aucun indice de perte de valeur n'a été révélé au cours de l'exercice, ont fait l'objet d'une reprise de dépréciation des actifs corporels, lorsque ceux-ci étaient dépréciés au 31 décembre 2005.

Les valeurs d'utilité correspondent à la somme des flux futurs de trésorerie actualisés, calculés sur la base d'un plan de développement à cinq ans pour chacune des UGT. Le taux de croissance utilisé dans le plan reflète une connaissance des marchés et des orientations de développement décidées par la Direction du groupe. L'extrapolation des prévisions de la dernière année du plan, projetée à l'infini, est déterminée en appliquant un taux de croissance nul.

Cumul fin 2005

En milliers d'euros	Ecarts d'acquisition	Perte de valeur sur écart d'acquisition	Perte de valeur actif début 2005	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Perte de valeur totale fin 2005
2B Recyclage	1 716	-1 084				-1 084
OCCAMAT	859	-859	-2 136		1 080	-1 915
Exchem Polymer Systems			-1 290	-1 310		-2 600
Total	2 575	-1 943	-3 426	-1 310	1 080	-5 599

Mouvements sur 2006

En milliers d'euros	Ecarts d'acquisition	Perte de valeur sur écart d'acquisition	Dotation aux pertes de valeur sur autres actifs	Reprise sur pertes de valeur sur autres actifs	Perte de valeur totale 2005
OCCAMAT				1 056	1 056
Exchem Polymer Systems				360	360
Total				1 416	1 416

Cumul fin 2006

En milliers d'euros	Ecarts d'acquisition	Perte de valeur sur écart d'acquisition	Perte de valeur actif début 2005	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Perte de valeur totale fin 2005
2B Recyclage	1 716	-1 084				-1 084
OCCAMAT	859	-859	-1 056		1 056	-859
Exchem Polymer Systems			-2 600		360	-2 240
Total	2 575	-1 943	-3 558		1 416	-4 183

Au 31 décembre 2006, une reprise sur perte de valeur sur les actifs a été effectuée pour un montant de 1 416 K€. Cette reprise concerne les UGT OCCAMAT et Exchem Polymer Systems pour respectivement 1 056 K€ et 360 K€.

1.17 Immobilisations incorporelles

Aucune perte de valeur n'a été constatée sur les immobilisations incorporelles pour les deux exercices 2005 et 2006.

En milliers d'euros	Concessions, brevets, licences	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles & immo incorp en cours	Total
Valeurs brutes				
Au 1^{er} janvier 2005	1 422	251	937	2 610
Acquisitions et augmentations	141	62	103	306
Variations de périmètre	(1)		(7)	(8)
Sorties	(11)		(32)	(43)
Ecart de conversion	7		1	8
Autres mouvements			(306)	(306)
Au 31 décembre 2005	1 558	313	696	2 567
Amortissements cumulés				
Au 1^{er} janvier 2005	(968)	(147)	(520)	(1 635)
Dotations aux amortissements	(200)	(63)	(43)	(306)
Variation de périmètre	1		7	8
Sorties	11		14	25
Ecart de conversion	(6)		(1)	(7)
Autres mouvements			26	26
Au 31 décembre 2005	(1 162)	(210)	(517)	(1 889)
Valeur nette au 1^{er} janvier 2005	454	104	417	975
Valeur nette au 31 décembre 2005	396	103	179	678

Valeurs brutes				
Au 1^{er} janvier 2006	1 558	313	696	2 567
Acquisitions et augmentations	56	9	358	423
Variations de périmètre				
Sorties	(75)			(75)
Ecart de conversion	1		(3)	(2)
Autres mouvements	(26)	6	13	(7)
Au 31 décembre 2006	1 514	328	1 064	2 906
Amortissements cumulés				
Au 1^{er} janvier 2006	(1 162)	(210)	(517)	(1 889)
Dotations aux amortissements	(177)	(38)	(49)	(264)
Variation de périmètre				
Sorties	73			73
Ecart de conversion	(1)			(1)
Autres mouvements	21		(13)	8
Au 31 décembre 2006	(1 246)	(248)	(579)	(2 073)
Valeur nette au 1^{er} janvier 2006	396	103	179	678
Valeur nette au 31 décembre 2006	268	80	485	833

1.18 Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	Terrains & constructions	Total ITMO (*)	Total autres immos corp.	Immob. en cours et autres	Total
Valeurs brutes					
Au 1^{er} janvier 2005	48 048	103 456	23 381	4 082	178 967
Acquisitions et augmentations	978	10 871	3 115	3 324	18 288
Variations de périmètre	(889)	(213)	(164)	-	(1 266)
Sorties	(1 447)	(9 088)	(2 060)	(204)	(12 799)
Ecart de conversion	316	803	17	59	1 195
Autres mouvements	(280)	4 870	232	(5 078)	(256)
				-	-
Au 31 décembre 2005	46 726	110 699	24 521	2 183	184 129
Amortissements					
Au 1^{er} janvier 2005	(21 864)	(60 505)	(17 450)	-	(99 819)
Variations de périmètre	151	85	153	-	389
Dotation aux amortissements	(1 398)	(8 666)	(2 036)	-	(12 100)
Sorties	1 243	7 222	1 878	-	10 343
Ecart de conversion	(139)	(469)	(13)	-	(621)
Autres mouvements	(1 584)	744	(43)	-	(883)
Au 31 décembre 2005	(23 591)	(61 589)	(17 511)	-	(102 691)
Pertes de valeur					
Au 1^{er} janvier 2005	(1 111)	(1 935)	(631)	(12)	(3 689)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Dotation aux pertes de valeur	(1 849)	(3 297)	-	-	(5 146)
Reprise de perte de valeur	70	692	319	-	1 081
Sorties	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	(48)	(64)	-	-	(112)
Autres mouvements	153	-	-	-	153
Au 31 décembre 2005	(2 785)	(4 604)	(312)	(12)	(7 713)
Valeur nette 1^{er} janvier 2005	25 073	41 016	5 300	4 070	75 459
Valeur nette 31 décembre 2005	20 350	44 506	6 698	2 171	73 725

(*) Installation matériel et outillage.

Valeurs brutes					
Au 1^{er} janvier 2006	46 726	110 699	24 521	2 183	184 129
Acquisitions et augmentations	963	12 691	4 188	1 870	19 712
Variations de périmètre		2 483	1 674		4 157
Sorties	(602)	(10 493)	(4 550)		(15 645)
Ecart de conversion	190	352	(91)	9	460
Autres mouvements	834	32	143	(945)	64
Au 31 décembre 2006	48 111	115 764	25 885	3 117	192 877
Amortissements					
Au 1^{er} janvier 2006	(23 591)	(61 589)	(17 511)		(102 691)
Variations de périmètre		(1 295)	(960)		(2 255)
Dotation aux amortissements	(1 087)	(10 133)	(2 814)		(14 034)
Sorties	596	8 710	4 202		13 508
Ecart de conversion	(87)	(182)	48		(221)
Autres mouvements	470	189	(87)		572
Au 31 décembre 2006	(23 699)	(64 300)	(17 122)		(105 121)
Pertes de valeur					
Au 1^{er} janvier 2006	(2 785)	(4 604)	(312)	(12)	(7 713)
Variations de périmètre					
Dotation aux pertes de valeur					
Reprise de perte de valeur	233	841	312		1386
Sorties					
Ecart de conversion	(48)	(71)			(119)
Autres mouvements				12	12
Au 31 décembre 2006	(2 600)	(3 834)			(6 434)
Valeur nette 1^{er} janvier 2006	20 350	44 506	6 698	2 171	73 725
Valeur nette 31 décembre 2006	21 812	47 630	8 763	3 117	81 322

Les pertes de valeurs sont détaillées dans la note 1.16.

Réconciliation des « Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles » des notes 16 et 17 avec le Tableau de flux de trésorerie

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Acquisition d'immobilisations incorporelles	423	306
Acquisition d'immobilisations corporelles	19 712	18 288
	20 135	18 594
Elimination des acquisitions d'immobilisations en contrats de location	-1 178	-3 229
Variation des dettes sur acquisitions d'immobilisations corporelles	52	-341
	-1 126	-3 570
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles - Tableau de Flux de Trésorerie	19 009	15 024

Contrats de locations financement

Les immobilisations corporelles incluent les éléments suivants pris en location financement :

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Installations techniques, matériels et outillages		
Valeur brute	13 826	14 202
Amortissements et dépréciations cumulés	-8 547	-7 548
Valeur nette comptable	5 279	6 654
Autres immobilisations corporelles		
Valeur brute	3 781	2 987
Amortissements et dépréciations cumulés	-2 269	-1 939
Valeur nette comptable	1 512	1 048

1.19 Sociétés du Groupe

Sociétés	Pays	% détention	
		dec 06	dec 05
Filiales - Intégration globale			
EPC SA	France	100,00	100,00
Nitrochimie SNC	France	64,99	64,99
Simeco SAS	France	52,00	52,00
DTS SARL	France	56,57	55,38
SOCCAP SAS	France	64,99	64,99
STIPS SAS	France	64,99	64,99
SED SARL *	France	51,98	51,98
Demokrite SAS	France	99,99	99,99
ATD SAS	France	69,99	69,99
Prodemo SAS	France	99,99	99,99
Société de forage en Guinée (SAS)	France	64,99	61,74
Occamat SAS	France	99,99	99,99
Occamiante SAS	France	99,99	99,99
2B recyclage SAS	France	99,99	99,99
STIPS TI SAS	France	99,99	99,99
Forage Minage de l'Ouest (FMO) *	France	52,00	
Societa Esplosivi Industriali Spa (S.E.I)	Italie	100,00	100,00
SARDA Esplosivi Industriali Spa	Italie	100,00	100,00
INTEREM	Italie	100,00	100,00
EXCHEM Plc	Grande Bretagne	86,78	86,41
Exchem Defense Systems Ltd	Grande Bretagne	99,86	99,86
Blasting Services Ltd	Grande Bretagne	86,78	86,41
SCAM	Maroc	99,86	99,86
Maroc Dynamite	Maroc	79,08	60,08
Dynamichaines	Belgique	51,56	51,56
DGO M3	Belgique	26,30	26,30
Empresa de Explosivos Industriais Lda (EEI)	Portugal	43,59	43,59
Galileo Explosivos, SA	Espagne	69,34	69,34
Serafina Ortega e hijos, SA	Espagne	41,61	41,61
Servicios integrales del explosivo, SL	Espagne	69,31	69,31
EPC Gmbh	Allemagne	64,99	64,99
Dexplo Gmbh	Allemagne	100,00	100,00
Dexplo Sprengtechnik (ex Dexplominex)	Allemagne	100,00	64,99
Explominex	Pologne	64,99	45,50
Nitrokemfor	Guinée	64,99	61,74
Nitrokemfor Sénégal	Sénégal	64,99	64,99
Skandexplo AB	Suède	100,00	
Skandexplo AS	Norvège	100,00	
EPCapRé	Luxembourg	99,00	99,00

Sociétés	Pays	% détention	
		dec 06	dec 05
Entreprises associées – Mises en équivalence			
Arabian Explosives (private Ltd)	Emirats Arabes Unis	40,00	40,00
Kinsite SA	France	32,92	32,92
Groupe Lefeuvre SA	France		18,20
Croda EPC (ex Celtite Australia)	Australie	38,68	38,64

Coentreprises - Intégration proportionnelle			
Société de minage en Guinée (SAS)	France	32,50	32,50
EXOR Explosives Ltd	Grande Bretagne	43,21	43,21
Nitrokemine	Guinée	32,50	32,50
Kemek Ltd	Irlande	50,00	50,00

Entreprises non consolidées			
STID	France	99,90	99,90
Nitrates et Engrais	France	55,49	55,49
Les Dépôts d'Explosifs	France	99,60	99,60
Corse Expansif	France	16,24	16,24
DSD Démolition	France	99,99	99,99
Davey Bickford	France	10,00	10,00
ADEX	France	5,00	5,00
ADEX TP	France	15,00	15,00
SICIEX	France	98,00	98,00
Corse Confortement Forage Minage	France	11,44	11,44
SCI de la Paix	France	16,25	16,25
ECOHUB	France	50,00	
Société Mine Afrique	France	100,00	
STIPS Belgique	Belgique	99,84	99,84
STIPS Luxembourg SA	Luxembourg	99,99	99,99
Lutscher	Allemagne	100,00	82,85
Silex Seguridad	Italie	69,30	69,30
Santos de cunha 7	Portugal	13,08	13,08
CALEXPLO	Australie	33,14	
Société Congolaise des Explosifs	Congo	47,02	47,02
Compagnie congolaise de recyclage	Congo	40,00	40,00
Société gabonaise des explosifs	Gabon	46,94	46,94
Société camerounaise des explosifs	Cameroun	49,00	49,00
Gerominex	Roumanie	51,99	51,99
Universal Chemical & Explosives Company ltd (UCEC)	Nigéria		25,71
Nitrokemfor Services	Guinée	56,20	56,20
Cie Guinéenne de Produits Chimiques	Guinée	32,50	32,50

1.20 Participation dans les entreprises associées

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Valeur à l'ouverture de l'exercice	6 124	4 783
Acquisitions	0	0
Quote part du résultat	2 159	2 360
Ecart de conversion	-456	495
Dividendes	-2 933	-1 515
Variation de périmètre	-1 161	0
Valeur à la clôture de l'exercice	3 733	6 124

Les intérêts du Groupe dans ses entreprises associées étaient les suivants :

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Actifs	4 016	5 948
Passifs	588	308
Produit des activités ordinaires	7 805	7 991
Résultats nets	2 163	2 345

1.21 Participation dans les co-entreprises

Le groupe détient des participations dans quatre co-entreprises : Kemek, Exor, Nitrokemine Guinée et SMG (maison mère de Nitrokemine Guinée).

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Actifs courants	9 750	9 255
Actifs non courants	5 301	5 135
Actifs	15 051	14 390
Passifs courants	4 081	3 960
Passifs non courants	3 620	4 474
Passifs	7 701	8 434
Actif net	7 350	5 956
Produit des activités ordinaires	25 333	23 439
Charges	17 666	16 376
Résultat net	7 667	7 063

1.22 Autres actifs financiers non courants

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Titres de participation	5 765	6 045
Prêts à +1an	1 546	1 248
Provisions sur titres	(1 737)	(2 336)
Divers	(217)	(437)
Total autres actifs financiers non courants	5 357	4 520

1.23 Instruments financiers dérivés

Les transactions relatives aux dérivés de couverture ont été très peu nombreuses au cours des exercices 2005 et 2006, et la juste valeur des instruments de couverture n'est pas significative.

1.24 Stocks

1.24.1 Variation des stocks d'en-cours et produits finis

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Production stockée des biens	-318	1 046
Variation d'en-cours de production de biens	-307	232
Variation d'en-cours de production de services	9	-146
Total	-616	1 132

1.24.2 Stocks et en cours

Les mouvements concernant les stocks reconnus en compte de résultat sont les suivants :

En milliers d'euros	Exercice 2006			Exercice 2005		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Matières premières & autres approvisionnements	7 594	(649)	6 945	8 140	(1 320)	6 820
En cours de production de biens et services	529		529	785	(9)	776
Produits intermédiaires et finis	7 751	(86)	7 665	8 104	(328)	7 776
Marchandises	10 752	(37)	10 715	8 411	(181)	8 230
Total	26 626	(772)	25 854	25 440	(1 838)	23 602

Mouvements des stocks reconnus en compte de résultat

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Variation stocks mp, fournit. & autres appro.	(418)	354
Variation stocks de marchandises	1 289	1 772
Variation de stocks d'encours et de produits finis	(616)	1 132
Dotation aux provisions sur stocks	(70)	(511)
Reprise de provisions sur stocks	1 108	303
Autres		17
Total	1 293	3 067

1.25 Clients et autres débiteurs

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Avances et acomptes	882	1 490
Créances clients	122 003	94 724
Autres créances	9 046	7 396
Dépréciation clients et comptes rattachées	-5 376	-5 031
Autres montants	5 228	2 820
Total	131 783	101 399

1.26 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
VMP – Equivalents de trésorerie	16 175	27 290
Disponibilités	24 291	20 975
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	40 466	48 265

Le total de la trésorerie indiqué dans le tableau des flux de trésorerie comprend :

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	40 466	48 265
Découverts bancaires	(8 179)	(8 289)
Total	32 287	39 976

1.27 Capital

	Nombre d'actions	Nombre de parts de fondateurs	Total (en milliers d'euros)
Au 1 ^{er} janvier 2005, 31 décembre 2005 et 31 décembre 2006	168 400	29 473	5 220

Le capital est composé de 168 400 actions de 31 €. Un droit de vote double est attribué à toutes les actions nominatives, entièrement libérées, inscrites depuis cinq ans au moins au nom d'un même titulaire.

Il existe 29 473 parts de fondateurs sans valeur nominative offrant un droit dans les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation. Les réserves de la société tête de Groupe, la SA EPC, comportent un Fonds Précapitaire des parts qui bénéficiera exclusivement à ces dernières en cas de liquidation de la Société. Son montant s'élève désormais à 1 740 000 €, soit 25/75^{ème} du capital social.

1.28 Dettes financières

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Emprunts bancaires >1 an	8 236	8 995
Crédit bail >1 an	3 581	3 886
Autres		5
Total dettes financières – non courant	11 817	12 885

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Emprunts bancaires <1 an	15 033	12 133
Autres emprunts et dettes assimilées	6 654	2 884
Crédit bail <1 an	2 045	2 115
Découverts bancaires	8 179	8 260
Intérêts courus sur emprunt	31	64
Total dettes financières – courant	31 942	25 456

1.29 Impôts différés

Les mouvements d'impôts différés durant l'exercice sont les suivants :

En milliers d'euros	Provisions dépollution et décontamination et démantèlement	Fonds de pension	Autres	Total
Au 1 janvier 2005	4 127	3 717	(2 901)	4 943
Enregistré au compte de résultat	347	10	1 375	1 732
Enregistré en capitaux propres	-	(521)	494	(27)
Reclassement			(1 436)	(1 436)
Différences de change	56	35	(52)	39
Au 31 décembre 2005	4 530	3 241	(2 520)	5 251
Enregistré au compte de résultat	372	394	852	1 618
Enregistré en capitaux propres		-921	-310	-1 231
Variation de périmètre	7		-207	-200
Différences de change	25		33	58
Au 31 décembre 2006	4 934	2 714	-2 152	5 496

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Impôts différés actifs	7 438	7 674
Impôts différés passifs	1 942	2 423
Impôts différés nets	5 496	5 251

1.30 Fournisseurs et autres créditeurs

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Dettes fournisseurs	65 409	49 112
Avances et acomptes reçus sur commandes	2 706	2 620
Dettes sociales	10 964	10 626
Dettes fiscales	9 776	4 629
Autres dettes	3 724	3 077
Total	92 579	70 064

1.31 Provisions pour avantages aux salariés

1.31.1 Indemnités de fin de carrière

Ce régime concerne le personnel des sociétés françaises. Les calculs ont été effectués en accord avec la réglementation française et le règlement IAS 19.

Les mouvements de la provision pour indemnités de fin de carrière sont les suivants :

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Valeur actuelle de l'obligation au 1^{er} janvier	1 111	904
Dépenses reconnues en compte de résultat	148	102
Ecart actuariels reconnus en capitaux propres	-60	105
Variations de périmètres		

Valeur actuelle de l'obligation au 31 décembre	1 199	1 111
--	-------	-------

Les montants enregistrés au compte de résultat de l'exercice sont les suivant :

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Coût des services rendus au cours de l'exercice	95	59
Coût financier	53	43
Coût des services passés		-
Total	148	102

Le coût de services rendus est inclus dans les charges de personnel au compte de résultat, et le coût financier en autres charges financières.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes :

	Exercice 2006	Exercice 2005
Taux d'actualisation	4,25 %	4,25 %
Taux attendus d'augmentation des salaires	2,50 %	2,50 %
Taux de rotation du personnel :		
20 – 29 ans	10 %	10 %
30 – 39 ans	5 %	5 %
40 – 49 ans	3 %	3 %
50 – 65 ans	1 %	1 %

1.31.2 Engagements de retraite

Régime à prestations définies

Les sociétés du groupe concernées par un régime à prestations définies sont, outre la société mère EPC, les sociétés anglaises, irlandaises et italiennes.

Pour la société mère EPC, il s'agit d'un régime de retraite souscrit dans le cadre de l'article 39 du code général des impôts, par lequel la société garantit le niveau futur des prestations définies dans l'accord.

Dans les pays anglo-saxon, il s'agit d'un système de fonds de pension.

En Italie, il s'agit du régime des TFR (système de rémunération différée, éligible IAS 19).

Les montants enregistrés au bilan sont les suivants :

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Valeur actuelle des obligations partiellement ou totalement financées	56 478	53 896
Juste valeur des actifs du régime	(48 629)	(42 310)
	7 849	11 587
Valeur actuelle des obligations non financées	2 195	2 184
Passif net	10 044	13 771

Les montants enregistrés au compte de résultat de l'exercice sont les suivant :

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 511	1 311
Coût financier	697	2 512
Rendement attendu des actifs du régime	-403	(2 133)

Coût des services passés	110	
Ecarts de change		310
Total	1 915	2 000

Le coût de services rendus est inclus dans les charges de personnel au compte de résultat, et le coût financier en autres charges financières.

Les mouvements enregistrés au bilan du passif (actif) net sont les suivants :

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier	13 771	15 573
Dépenses reconnues en compte de résultat	1 915	2 000
Cotisations versées	-2 315	(1 844)
Ecarts actuariels enregistrés en capitaux propres	-3 280	(1 957)
Prestations servies	-211	
Ecart de conversion	164	
Valeur nette comptable au 31 décembre	10 044	13 771

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes :

	Exercice 2006	Exercice 2005
Taux d'actualisation	[4 % à 4,8 %]	[4 % à 4,8 %]
Taux de rendement attendus des actifs du régime	[2,5 % à 7 %]	[2,5 % à 7 %]
Taux attendus d'augmentation des salaires	[3 % à 4,3 %]	[3 % à 4,3 %]
Taux d'inflation	[1,5 % à 2,6 %]	[1,5 % à 2,6 %]

1.32 Autres provisions

En milliers d'euros	Démantèlement Décontamination Dépollution	Restructuration	Autres	Total
Au 31 décembre 2005	20 218	3 323	2 152	25 693
Provisions supplémentaires et augmentations		530	859	1389
Montants utilisés		-794	-886	-1680
Variation de périmètre	37		3	40
Augmentation du montant actualisé (effet temps et modification de taux)	810			810
Différences de change (conversion des états financiers de sociétés étrangères)	90		37	127
Au 31 décembre 2006	21 155	3 059	2 165	26 379

Dont :	Exercice 2006	Exercice 2005
Courant	3 640	3 262
Non courant	22 739	22 431
Total	26 379	25 693

1.33 Subventions publiques

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Subvention d'investissement part à plus d'un an	1 759	1919
Subvention d'investissement part à moins d'un an		

Total	1 759	1919
--------------	--------------	-------------

1.34 Dividendes par action

Les dividendes versés en 2006 se sont élevés à 1.010.600 € (2005 : 673.000 €), soit 4,50 €/action (2005 : 3 €/action) et 8,57 €/part de fondateur (2005 : 4,51 €/part).

Un dividende total de 1.234.933 €, soit 5.50 €/action et 10.48 €/part de fondateur sera proposé au vote de l'Assemblée Générale du 8 juin 2007. Ces dividendes ne sont pas pris en compte pour l'établissement de ces états financiers.

1.35 Marge brute d'autofinancement

en milliers d'euros	Exercice 2 006	Exercice 2 005
Résultat net total consolidé	6 266	5 460
Elim. du résultat des mises en équivalence	-2 159	-2 360
Elim. des amortissements et provisions	14 784	11 555
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	1 464	321
Elim. des produits de dividendes	-105	-146
Marge brute d'autofinancement	20 250	14 830

1.36 Besoin en Fonds de Roulement

Le besoin en fonds de roulement s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	Exercice 2006	Variation BFR & prov. Courantes	Autres variations	Exercice 2005
Stocks et en cours	25 854	-1 292	-960	23 602
Clients et autres débiteurs	131 783	-27 776	-2 608	101 399
Autres actifs long terme	610	-441	115	284
Autres actifs courants	3 585	944	-498	4 031
Sous total	161 832	-28 565	-3 951	129 316
Fournisseurs et autres créditeurs	-92 579	18 768	3 747	-70 064
Autres passifs long terme	-3 173	97	124	-2 952
Autres passifs courants	-8 703	7 772	1	-930
Sous total	-104 455	26 637	3 872	-73 946
Besoin en fonds de roulement	57 377	-1 928	-79	55 370

1.37 Incidence des variations de périmètre

En milliers d'euros	Exercice 2006
Trésorerie acquise lors des entrées de périmètre	1 041
Investissement en titres consolidés	-13 669
Impacts des entrées de périmètre	-12 628
Prix de cession des titres consolidés	1 330
Variation de la trésorerie liée aux cessions	21
Total Autres charges	1 351

Total autres produits et charges d'exploitation	-11 277
--	----------------

1.38 Engagements hors bilan

1.38.1 Garanties données

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Effets escomptés non échus	3 559	1 533
Avals et cautions	3 241	14 904
Crédit bail mobilier	4 730	6 091
Crédit bail immobilier		
Garanties d'actif et de passif	0	1 219
Hypothèques & nantissements	3 879	3 444
Autres	0	396
Total	15 409	27 587

1.38.2 Garanties reçues

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Avals et cautions (reçus)	7 948	2 510
Autres	609	0
Total	8 557	2 510

1.38.3 Engagements en matière de contrats de location simple

Les engagements en matière de contrats de location sont indiqués en note 3.3.6.

1.39 Abandons d'activités

Arrêt des activités portugaises

Le résultat net 2006 relatif aux activités abandonnées ne concerne que la poursuite du plan d'arrêt de l'activité portugaise.

Analyse du résultat relatif aux activités abandonnées

En milliers d'euros	Exercice 2006	Exercice 2005
Produit des activités ordinaires	1 634	5 416
Charges et produits	(2 042)	(7 363)
Résultat avant impôts des activités abandonnées	(408)	(1 947)
Impôts	(65)	(3)
Résultat net des activités abandonnées	(473)	(1 950)
Profit avant impôts sur cession des activités abandonnées		1 105
Impôts		-
Profit après impôts sur cession des activités abandonnées		1 105
Résultat net relatif aux activités abandonnées	(473)	(845)

Le résultat net relatif aux activités abandonnées comprend des abandons de créances accordés à EEI par Nitrochimie et Davey Bickford en 2006 et en 2005 pour respectivement 1000 K€ et 830 K€.

1.40 Effectifs

Catégorie de personnel	Exercice 2006
Ingénieurs et cadres	170
Agents de maîtrise et techniciens	137
Employés	655
Ouvriers	675
Total	1 637

Les effectifs sont pris en compte à 100% pour les sociétés intégrées par la méthode de l'intégration globale et en fonction du pourcentage d'intégration pour les sociétés intégrées par la méthode de l'intégration proportionnelle.

1.41 Honoraires

En milliers d'euros	REGEC				GVA				ACE		Autres			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%		Montant (HT)	%	Montant (HT)		%	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2006	2006	2005	2006	2005
AUDIT														
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés														
- EPC	64	61	29,1%	35,5%	12	35	44,4%	100,0%	40	100,0%	26		6,9%	0,0%
- Filiales intégrées globalement	129	111	58,6%	64,5%	0		0,0%	0,0%	0	0,0%	222	174	58,8%	100,0%
- Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes														
- EPC	11		5,0%	0,0%	15		55,6%	0,0%	0	0,0%	0		0,0%	0,0%
- Filiales intégrées globalement	7		3,2%	0,0%	0		0,0%	0,0%	0	0,0%	31		8,3%	0,0%
Sous-total Audit	211	172	95,9%	100,0%	27	35	100,0%	100,0%	40	100,0%	279	174	74,0%	100,0%
AUTRES PRESTATIONS														
Juridiques, Fiscal, social	7		3,2%	0,0%	0		0,0%	0,0%	0	0,0%	86		22,9%	0,0%
Autres	2		0,9%	0,0%	0		0,0%	0,0%	0	0,0%	12		3,1%	0,0%
Sous-total autres prestations	9	0	4,1%	0,0%	0	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	98	0	26,0%	0,0%
TOTAL	220	172	100,0%	100,0%	27	35	100,0%	100,0%	40	100,0%	377	174	100,0%	100,0%

1.42 Événements post clôture

Signature d'un protocole d'accord avec la société Pyrenees Minage

Le 26 février 2007, NITROCHIMIE a signé un protocole d'accord avec la société de forage minage PYRENEES MINAGE pour l'acquisition de l'intégralité du capital de cette société.

Intégration des filiales anglaises dans le programme d'assurance

Les sociétés EXCHEM, BLASTING SERVICES, EXOR et EDSL sont rentrées, au 1^{er} mars 2007, dans le programme d'assurance Groupe, qui a été ajusté à cette occasion.

Mise en place d'un financement d'acquisition

Le 6 mars 2007, la Société a signé un contrat de financement d'acquisition pour un montant de 25 M€, remboursable en 7 ans à compter de la date de tirage.

Constitution de sociétés

Une filiale, détenue à 100 % par EPC, a été créée au 1^{er} trimestre 2007, avec pour objet la prise de participation dans des entreprises en Europe et en Afrique, destinées à exécuter des contrats de fabrication et de mise en œuvre d'explosifs.

TEXTE DES PROJETS DE RÉSOLUTIONS A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale après avoir entendu la lecture du rapport de gestion sur l'exercice 2006, clos le 31 décembre 2006 et du rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels de la société EPC SA, approuve ces rapports dans toutes leurs parties, ainsi que les comptes sociaux, inventaire, bilan, compte de résultat et annexe de l'exercice 2006. En conséquence, elle donne au Conseil d'Administration quitus de sa gestion.

DEUXIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale après avoir entendu la lecture du rapport de gestion sur l'exercice 2006, clos le 31 décembre 2006, et du rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés de la société EPC SA, approuve ces rapports dans toutes leurs parties, ainsi que les comptes consolidés, bilan, compte de résultat et annexe de l'exercice 2006.

TROISIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat de l'exercice de la manière suivante :

Les comptes de l'exercice écoulé, soumis à votre approbation, se traduisent par un bénéfice de

- Auquel il faut ajouter le report à nouveau antérieur 6.817.095,29 €
809.747,68 €

Formant un total disponible de : 7.626.842,97 €

Nous vous proposons l'affectation suivante :

- Aux actions à titre de dividende (168.400 titres) 926.200,00 €
- Aux parts de fondateur (29.473 parts) 308.733,33 €
- Au compte de réserve, fonds de prévoyance 6.000.000,00 €

Laissant un montant reportable à nouveau de : 391.909,64 €

7.626.842,97 €

Il reviendra alors :

- Pour l'action : 5,50 €
- Pour la part de fondateur : 10,48 €

L'Assemblée Générale décide que le paiement des dividendes aura lieu à partir du 30 juin 2007 aux guichets de la Société Générale.

A titre de comparaison les dividendes versés au cours des trois derniers exercices s'élevaient à :

	Exercice 2005	Exercice 2004	Exercice 2003
Pour l'action	4,50 €	3,00 €	0 €
Pour la part de fondateur	8,57 €	5,71 €	0 €

QUATRIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale fixe à 63.000 € le montant des jetons de présence.

CINQUIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale renouvelle au Conseil d'Administration l'autorisation d'opérer en Bourse sur les actions de la Société, en vue de régulariser les cours par achat et/ou vente de petites quantités d'actions, en contre tendance du marché et en respectant les conditions suivantes :

- le nombre maximum d'actions pouvant être acquises restera dans la limite de 0,44 % du total des actions de la Société,
- le prix maximum d'achat sera de 300 € et le prix minimum de vente 400 €,
- la présente autorisation est valable jusqu'à la tenue de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice en cours.

SIXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les opérations visées à l'article 225-38 du Code de commerce et approuve, en tant que de besoin, lesdites opérations, et renouvelle aux Administrateurs en fonction les autorisations prévues par ledit article.

SEPTIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités qu'il appartiendra.